

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Écologie décoloniale et oppressions croisées : analyse discursive sur la gestion des ressources naturelles à travers les revendications locales

Cas de Montagne d'or en Guyane Française

Auteur : Clara Holderbeke

Promotrice : Anaïs Augé

Lectrice : Emmanuelle Piccoli

2024-2025

Master en science de la population et du développement

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Fait à Louvain-la-Neuve,

Le 14 mai 2025

HOLDERBEKE Clara

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. Holderbeke', written over a horizontal line.

Table des matières

Chapitre 1 : Introduction	4
Section 1.1 : Présentation du sujet	4
Section 1.2 : Historique de la Guyane Française	5
Sous-section 1.2.1 : Colonisation et ses impacts sur les populations autochtones et la gestion des ressources naturelles	6
Section 1.3 : Orpaillage	7
Section 1.4 : Le projet Montagne d'Or	10
Section 1.5 : Axe de recherche	13
Chapitre 2 : Etat de l'art - Ecologie décoloniale	14
Section 2.1 : Dualisme nature-culture	14
Section 2.2 : Oppressions croisées	17
Sous-section 2.2.1 : Patriarcat	17
Sous-section 2.2.2 : Capitalisme	18
Sous-section 2.2.3 : Colonialisme	21
Chapitre 3 : Méthodologie	23
Section 3.1 : Collecte de données	23
Sous-section 3.1.1 : Public cible	23
Sous-section 3.1.2 : Or de question	24
Section 3.2 : Grille d'analyse	25
Sous-section 3.2.1 : Dualisme nature-culture	27
Sous-section 3.2.2 : Oppressions croisées	29
Chapitre 4 : Analyse discursive	34
Section 4.1 : Analyse des discours autour du dualisme nature-culture	34
Section 4.2 : Analyse des discours autour des oppressions croisées	38
Sous-section 4.2.1 : Colonialisme	38
Sous-section 4.2.2 : Capitalisme	43
Sous-section 4.2.3 : Patriarcat	46
Chapitre 5 : Discussion	47
Chapitre 6 : Conclusion	53
Bibliographie	55
Articles scientifiques	55
Page internet	60
Vidéos analysées	62
Annexe	64

Chapitre 1 : Introduction

Section 1.1 : Présentation du sujet

Ce mémoire vise à aborder et lier deux perspectives, le décolonialisme et l'écologie. Malgré leur présence dans les débats contemporains, ces deux perspectives demeurent souvent abordées disjointement. Des sommets internationaux sur le climat (comme les COP) et des manifestations (comme celles de Fridays for Future) rappellent l'intérêt de l'urgence écologique aujourd'hui. De même, les débats autour du déboulonnage des monuments coloniaux ou les mouvements, comme Black Lives Matter, illustrent l'importance également des revendications décoloniales dans l'espace public à l'heure actuelle. Le départ de cette réflexion concernant le lien qui unit ces deux phénomènes commence avec l'écoute¹ du podcast de Malcolm Ferdinand² (2019) "*Penser une écologie décoloniale, une écologie du-monde*". Il y examine comment est-ce que les pratiques environnementales peuvent être influencées par des notions de pouvoir, d'oppression et de colonialisme. Bien que je sois intéressée par ces deux questions, je ne les avais jamais explorées auparavant de manière conjointe.

C'est suite à la lecture de différentes sources, telles que le rapport « Greenpeace and the Runnymede Trust. Confronting injustice: Racism and the environmental emergency »³ (Greenpeace, 2024), qu'il m'a paru encore plus évident que l'urgence environnementale était intimement liée au racisme systémique. Et que les discours écologiques ne prenaient que trop peu en compte les questions coloniales ou même les points de vue des personnes racisées. A l'inverse, les réflexions concernant le colonialisme étaient également très rarement mises en lien avec les problèmes environnementaux. Comme l'explique Ferdinand (2019) dans les extraits repris par Bué (2024), on constate « une double fracture coloniale et environnementale de la modernité ». Il y a « un décalage entre les mouvements environnementaux et écologistes d'une part, et les mouvements postcoloniaux et antiracistes d'autre part, qui s'expriment dans les rues comme dans les universités sans se parler ». (Ferdinand, 2019)

L'exploration conjointe de ces deux domaines permet de mettre en lumière les multiples façons dont la colonisation a façonné les dynamiques environnementales actuelles. Cette intersection ouvre également la voie à une prise de conscience de l'intersectionnalité des luttes. Cela permet de reconnaître les impacts écologiques des pratiques coloniales et oppressives au sens plus large, tels

¹ Ecoute du podcast réalisé en Octobre 2023

² Malcolm Ferdinand, ingénieur en environnement spécialisé dans « les interactions entre l'histoire coloniale et les problématiques environnementales dans le cadre caribéen » (Wikipédia, 2024).

³ Consulté fin octobre 2023

qu'à travers l'exploitation des ressources naturelles, la dégradation des écosystèmes et les conséquences sur les populations autochtones et locales. Grâce à la compréhension et la mise en avant de ces éléments, il paraît pertinent de reconnaître et écouter les points de vue locaux.

C'est assez naturellement que j'ai fixé mon objectif : démontrer l'impact persistant des dynamiques coloniales et oppressives dans la gestion des ressources ainsi que son impact sur les populations locales. En explorant ces domaines de manière conjointe, je souhaite analyser l'opposition citoyenne liée au projet minier Montagne d'or en Guyane Française. Pour se faire, je me baserai sur les discours du collectif Or de question, que je présenterai plus loin, afin d'en faire émerger leurs revendications citoyennes concernant le projet extractif.

À travers cette analyse, la question sur laquelle se base ce mémoire est "Comment les discours de l'ONG Or de Question, opposés au projet minier Montagne d'or en Guyane Française, révèlent-ils des dynamiques post-coloniales et les pratiques d'oppressions présentes dans la gestion des ressources naturelles aujourd'hui ? "

Dans ce mémoire, il s'agira de démontrer comment l'histoire coloniale et les pratiques d'oppressions influencent encore aujourd'hui les discours liés à l'exploitation des ressources naturelles, avec un focus sur le projet minier Montagne d'or. L'objectif est de rendre visibles les interconnexions qui unissent les différentes oppressions et les crises environnementales actuelles. Il est crucial pour ce mémoire de contextualiser ces oppressions et le système extractif actuel de la Guyane Française. Comprendre l'histoire des dynamiques coloniales, économiques et politiques qui ont façonné ce territoire est important afin d'éclairer les mécanismes qui sont toujours à l'œuvre et qui perpétuent les logiques d'exploitation.

Section 1.2 : Historique de la Guyane Française

La Guyane Française est la plus vaste région ultrapériphérique de l'Union européenne et s'étend sur 83 846 km² (Barret and al., 2001). En 2024, sa population est estimée à 295 400 habitants selon l'INSEE, ce qui fait d'elle l'une des régions les moins densément peuplées de France. De plus, contrairement à d'autres possessions françaises d'outre-mer, la Guyane Française est une partie de continent et non une île.

Bien que la Guyane ait le statut de département français, il est important de reconnaître qu'elle se situe en pleine Amazonie. Plus de 98 % de son territoire est recouvert par une forêt équatoriale qui garde une grande richesse en termes de biodiversité et de ressources minières (Goeury, 2016). Il est également

crucial de ne pas négliger la diversité culturelle qui est présente et qui la caractérise car elle est le reflet d'une histoire riche et complexe. En effet, cette diversité comprend des Amérindiens, des Marrons, des Créoles, des Métropolitains ainsi que des communautés d'immigrants (tels que des Brésiliens, des Haïtiens, des Chinois et des Hmongs), où chacun apporte ses propres traditions et savoir-faire (Palisse, 2013). La population autochtone de la Guyane Française est composée de six groupes ethniques : les Arawaks, les Kali'na (autrefois appelés Galibi), les Palikur, les Teko (autrefois appelés Emerillon), les Wayana et les Wayãpi (Goeury, 2016). Ces communautés et l'environnement font face à divers enjeux notamment liés à l'orpaillage, à l'accaparement de leurs terres, à la marginalisation, à la création de réserves naturelles, à la mondialisation, etc. Ces enjeux peuvent être directement reliés aux dynamiques coloniales qui ont façonné l'histoire Guyanaise, comme montré dans la section à suivre.

Sous-section 1.2.1 : Colonisation et ses impacts sur les populations autochtones et la gestion des ressources naturelles

L'histoire de la Guyane, de la période coloniale à la départementalisation, montre une succession de politiques coloniales qui ont influencé et modifié les structures sociales et économiques locales. La colonisation a débuté au XVI^e siècle et a été marquée par plusieurs échecs causés par les maladies, le climat ainsi que par la résistance amérindienne. C'est ensuite que la France a imposé durablement son influence après plusieurs conflits avec les Hollandais et les Anglais (Mam-Lam-Fouck, 1982). « Pour pallier la mortalité des colons européens et l'échec de l'exploitation agricole du pays, la France déporte des esclaves d'Afrique vers la Guyane à partir du milieu du XVII^e jusqu'à l'abolition officielle de l'esclavage en 1848 » (Lopes et Leenhardt, 2020). Elle deviendra également, durant de nombreuses années, une colonie pénitentiaire.

L'arrivée des européens a directement affecté le mode de vie des communautés locales (Lheureux-Prévot, 2008). En général, leur culture était basée sur des croyances où des héroïnes des civilisations étaient la figure centrale, ce qui était radicalement opposé aux croyances occidentales, à savoir celle du dieu créateur. Ce facteur a joué un rôle dans les tentatives d'évangélisation des Amérindiens qui étaient perçues comme un premier pas vers la « civilisation » (Mam-Lam-Fouck, 1982). Cette incompréhension entre les modes de vies et croyances des occidentaux et autochtones a mené à des rebellions et à de violents conflits (Toullelan, 1989). La colonisation a contribué à l'érosion des savoirs traditionnels ainsi qu'à la transformation des modes de vie indigènes. Souvent, cette transformation s'est faite en faveur de modèles culturels et économiques importés, ce qui entraîne une marginalisation des pratiques et connaissances ancestrales (Smith, 2012). Selon Bessone et Cottias

(2021) la départementalisation de la Guyane en 1946 n'a pas véritablement remédié aux inégalités qui étaient issues de la période coloniale entre la France et ses territoires d'outre-mer. Les politiques de départementalisation ont en réalité continué à imposer des modèles économiques et sociaux qui étaient étrangers aux citoyen.ne.s locaux.les. Cet élément a, selon les autrices, perpétué une forme de colonialisme institutionnalisé.

Les ressources naturelles ont également été touchées par l'arrivée coloniale. Leur exploitation massive s'est faite au détriment des écosystèmes et des droits des populations (Gandhi, 1998). Ce rapport de domination est relié à la marginalisation des savoirs traditionnels dans la gestion des ressources naturelles, où leurs connaissances ont été remplacées par des pratiques visant à maximiser la production et le profit économique pour la métropole (Shiva, 2019). La déforestation, l'orpaillage ainsi que la pollution qui en découle sont des problèmes centraux pour l'écosystème Guyanais et sa population. Linia Opoya, une habitante wayana et militante, témoigne des dégâts causés dans son village, le long du fleuve Maroni, où la consommation de poissons et d'eau est devenue dangereuse pour la santé suite aux tonnes de mercures et de boues déversés chaque année dans les cours d'eau (Dereuddre, 2023).

On voit donc à travers cette mise en contexte, que les dynamiques post-coloniales en Guyane Française sont particulièrement marquées par une forte exploitation des ressources naturelles et une marginalisation des savoirs et coutumes locales. Dans ce mémoire, une approche décoloniale, qui prend en compte l'héritage de la colonisation et ses conséquences sur les pratiques culturelles et environnementales, tente de mettre en avant les points de vue locaux face à cette gestion de la terre. En replaçant la situation actuelle dans un contexte global, il paraît crucial de reconnaître que les luttes pour la justice sociale et environnementale sont intimement liées (Ferdinand, 2019). L'ONU met d'ailleurs en avant la justice climatique comme un élément central de la transition énergétique (PNUD, 2022). Ce concept de justice climatique est présenté par l'Organisation Internationale du Travail comme un « verdissement de l'économie » équitable pour tous (Mocaer & Renard, 2023).

Section 1.3 : Orpaillage

L'orpaillage, qui vient du mot *harpailler* (saisir), désigne une activité extractive qui implique l'extraction de minerais aurifères à l'aide de machines lourdes, et ce, généralement sur des zones de plusieurs hectares (Hilson & Garforth, 2013). L'utilisation du mercure est une source majeure de pollution qui

contamine les écosystèmes et menace les communautés locales (Veiga et al., 2006). L'expansion des activités minières industrielles s'accompagne régulièrement d'accaparements fonciers et de déplacements forcés de populations (Noucher et al., 2022). Il y a cependant différentes échelles d'extractions aurifères, l'économie minière de l'orpaillage artisanal et industriel repose sur des mécanismes différents qui ont des conséquences d'échelles différentes (Scammacca et al., 2020).

Une des techniques modernes la plus répandue dans l'industrie minière, et qui concerne Montagne d'or, est celle de l'extraction à ciel ouvert car elle favorise un faible coût pour les entreprises (Bebbington, 2009). Le processus commence par le décapage des couches de sol et de roche, communément appelées stériles, qui recouvrent le gisement. Pour cette étape se sont souvent de grandes excavatrices et des bulldozers qui effectuent le travail, détruisant la végétation auparavant présente sur le territoire. Si nécessaire, des explosifs sont utilisés pour fragmenter la roche plus dure et faciliter son retrait (Rabehi, 2025). Ceci nécessite des produits toxiques tels que le cyanure, le mercure, l'arsenic ou encore le plomb qui ont d'importants effets sur l'ensemble de l'environnement local. Le long du fleuve Oyapock, en Guyane Française, des scientifiques ont identifié la présence de ces métaux lourds dans le sang d'enfants alors que ceux-ci ne sont à proximité d'aucun centre urbain (IRD Occitanie, 2022). Ces métaux sont dispersés à travers le pays via les sols et les cours d'eau et se retrouvent dans l'alimentation des Guyanais.e.s (Maurice and al., 2021).

En outre, l'extraction à ciel ouvert est également responsable de l'érosion des sols, ce qui accélère la perte de biodiversité et augmente le risque d'inondations en aval (Antmann, 2025). Un autre élément environnemental non négligeable est la déforestation massive que les mines engendrent, ceci d'autant plus dans les régions tropicales. Selon Bebbington (2009), la déforestation causée par l'extraction minière à ciel ouvert, dans des pays comme le Brésil et la Guyane Française, est l'un des moteurs principaux de la perte d'écosystème. Entre 2001 et 2015, près de 177 000 hectares ont été détruits en raison de l'orpaillage dans l'ensemble de la Guyane Française (WWF, 2021). D'un point de vue humain, les activités minières modifient également les modes de vie et privent les habitant.e.s de l'accès à leurs territoires ancestraux. Ceci peut mener à des conflits d'usage et des rébellions qui sont accentués par le manque de prise en compte des revendications locales (Djimadoumngar, 2023).

En ce qui concerne les droits fondamentaux défendus par le droit international et coutumier, bon nombre d'entre eux sont bafoués dans ce contexte minier. « Les données du rapport RMI Report 2020 montrent que les grandes entreprises minières évaluées n'obtiennent en moyenne qu'un score de 19%

en ce qui concerne les droits humains » (Responsible Mining Foundation, 2021). Comme montré précédemment et souligné par Essah et Andrews (2016), les populations sont souvent forcées de se déplacer à la suite d'instauration de nouvelle exploitation minière. Cette obligation est généralement justifiée par des impératifs de développement économique mais sont rarement accompagnées d'une consultation des communautés concernées. Ceci va à l'encontre des droits fondamentaux des autochtones comme le droit à la terre, essentiel pour leur identité culturelle et leur économie. Les auteurs démontrent que les entreprises minières sont normalement obligées par des cadres légaux nationaux et internationaux de respecter ces droits mais que, concrètement, ils échouent fréquemment à mettre des mesures concrètes en œuvre pour protéger les populations touchées (Essah & Andrews, 2016). Ces initiatives sont souvent imposées sans consultation préalable et portent donc atteinte à l'auto-détermination des peuples vivant sur le territoire concerné (Burdillat, 2014). Ce droit à l'autodétermination et à la participation citoyenne est reconnu par la Convention 169 de l'OIT qui stipule que les peuples autochtones doivent être consultés de manière libre, préalable et éclairée avant toute décision ou action étant susceptible d'affecter leurs terres, territoires et ressources (ILO, 1989). Dans le cas de la Guyane Française, les peuples autochtones ont obtenu la reconnaissance des zones de droits d'usage collectifs (DUC) mais ces dispositifs ne leur accordent pas de titre de propriété. Ils possèdent uniquement un droit d'usage qui est limité à certaines activités, telles que la chasse, la pêche, l'agriculture traditionnelle. De plus ces zones ne couvrent qu'une partie des territoires qu'ils occupent traditionnellement et les processus de délimitation ont souvent ignoré leurs revendications ou leurs réalités culturelles (Helgoualch, 2019). Malgré la législation internationale et les normes comme la DNUDPA, des projets miniers arrivent à s'installer grâce à des pratiques d'octroi de concessions par l'État sans consultation ou avec une consultation minimale des peuples autochtones. Les États finissent, dans de nombreux cas, par prioriser des intérêts économiques au détriment des droits territoriaux des communautés locales (Vieira & Viaene, 2024).

L'accaparement des terres par des multinationales minières constitue donc une violation des droits fondamentaux des peuples autochtones, notamment en ce qui concerne leur droit à la terre et à la sécurité culturelle. Ces terres, souvent considérées comme sacrées, jouent un rôle central dans leur identité et leur survie (Notess, 2018). Les entreprises exploitent souvent les lacunes des cadres réglementaires ou contournent les obligations légales pour maximiser leurs profits, tout en négligeant leurs responsabilités sociales et environnementales.

Tout ceci nous permet d'avoir une vision de l'orpaillage de manière globale, place maintenant au cas concret de notre analyse : Montagne d'or.

Section 1.4 : Le projet Montagne d'Or

Ce projet, visant à exploiter un gisement d'or dans la partie nord-ouest de la Guyane Française, a vu le jour en 2011 et prévoyait de creuser une mine à ciel ouvert de 800 hectares à proximité d'une réserve biologique intégrale, entre les massifs Lucifer et Dékou-Dékou, afin d'en extraire 85 tonnes d'or (Commission Nationale du Débat Public, 2018). Constitué principalement d'acteurs Français, Russes et Canadiens, il promettait des retombées économiques considérables et une forte création d'emplois dans la région. Cependant, il s'est rapidement retrouvé confronté à une opposition de la part d'organisations environnementales, des populations autochtones et des citoyen.ne.s locaux.les (Clerfeuille, 2022).

Cette exploitation promettait d'être la plus grande mine d'or jamais exploitée en France avec une profondeur atteignant 220 mètres. Rapidement, deux camps se sont créés, d'un côté celui des partisans de la croissance économique et de l'autre ceux prônant la protection de l'environnement et des droits autochtones. Le projet a bénéficié du soutien de nombreux acteurs aussi bien au niveau local qu'international. Par exemple, Emmanuel Macron avait exprimé sa volonté de voir le projet aboutir, de même que de nombreux élus de la Collectivité de Guyane ainsi que des acteurs économiques, tels que la Chambre de commerce (Clerfeuille, 2022).

De l'autre côté, l'opposition a rapidement mobilisé des centaines d'associations et ONG, celle-ci était principalement portées par le collectif citoyen « Or de Question !⁴ ». Philippe Boré, membre de ce collectif et fondateur de Maiouri Guyane⁵, explique dans un entretien avec Sous la canopée⁶ que cette industrie est l'une des plus polluantes au monde, en raison de la faible proportion de roche donnant lieu à une récolte d'or. En effet, sur l'extraction d'une tonne de roche, on ne peut espérer récolter qu'environ 1,6 gramme d'or. Dans le cadre du projet Montagne d'Or, ce sont 80 000 tonnes de roche qui seront extraites, dont 80 % sont considérées comme "stériles" et inutilisables par les actionnaires. Les 20 % d'or récupérables seront broyés et traités au cyanure pour en extraire les molécules d'or, qui, comme expliqué, est extrêmement polluant. À la fin du projet, une montagne artificielle de résidus

⁴ Collectif citoyen Guyanais opposé à la méga industrie minière

⁵ Organisme créé en 2006 lors de la convergence des luttes qui s'opposait à la première implantation d'une méga industrie minière en Guyane Française (Boré, 2020)

⁶ Emission de radio sur Liberté FM, où Monsieur Green invite les auditeur.ice.s à observer et comprendre notre environnement. <https://youtu.be/LaBcMuNdHZA?si=VZ-RvDHWrPRpYCtw>

miniers et saturée en cyanure sera ainsi formée et déposée dans une vallée sous la forme de boue. Cette boue sera retenue par une digue qui pourrait, en cas de fortes précipitations et d'événements climatiques extrêmes, se rompre et se déverser dans les rivières qui deviendront ainsi encore plus contaminées (Monsieur Green, 2019).

Pour donner une idée des volumes impliqués, Philippe Boré explique que 10 tonnes de cyanure et 18 tonnes d'explosifs seraient utilisées chaque jour. En termes d'énergie, il faudrait autant d'électricité que celle consommée quotidiennement par la ville de Cayenne. De plus, seulement 8 % de la production d'or serait réellement utile pour l'Homme, principalement pour les opérations spatiales, la nanomédecine et les technologies, telles que les ordinateurs et les téléphones. Boré qualifie ce projet de "mirage économique", comme l'indique également un rapport du WWF mettant en avant la nécessité de mobiliser 420 millions d'euros de fonds publics pour réaliser ce projet (WWF, 2020). Outre l'impact environnemental et économique, il faut aussi prendre en compte la déforestation qui accompagnera l'extension de la zone minière, ainsi que la construction d'une route reliant Saint-Laurent du Maroni à la mine.

Au fil du conflit, des figures politiques, comme le député Serville et l'ancienne ministre de la Justice Taubira, ont renforcé cette opposition au sein des instances nationales. Comme expliqué juste avant et souligné par Clerfeuille (2022), un des acteurs clé du conflit est le collectif Or de question, il a vu le jour le 14 juillet 2016 et réunissait initialement 25 associations Guyanaise. Au départ, il s'oppose quasiment seul à la Compagnie Montagne d'Or (CMO), puis, il est rapidement soutenu par le Conseil Consultatif des Populations Amérindiennes et Bushinengués (CCPAB) qui dénonce également le projet et appelle à sa suspension immédiate. Le conflit s'intensifie au printemps 2017 marqué par un mouvement social en Guyane Française (Clerfeuille, 2022).

Le 22 mai 2017, le collectif adresse une lettre ouverte au président de la République pour réclamer l'abandon du projet initiant une série de recours juridiques. Durant cette période, l'opposition se renforce et accueille des grandes ONG telles que la Ligue des Droits de l'Homme et France Nature Environnement (France Nature Environnement, 2017). La remise en question de l'implantation d'un projet minier en Guyane Française fait polémique (France 3, 2017). De plus, la saisie de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) par France Nature Environnement (FNE) le 7 août 2017 a abouti à de grande discussion incluant les citoyen.e.s de mars à juillet 2018 (Commission nationale du Débat public, 2018). La CNDP a pour mission d'assurer la participation du public à l'élaboration de projets à enjeux environnementaux. Ce débat public a représenté un moment décisif qui a permis aux

opposant.e.s d'avoir une plateforme pour exprimer leurs préoccupations, ce qui a fait écho à travers le reste du monde notamment en France. « Samedi 16 juin, deux manifestations miroirs ont eu lieu, à Paris, place de la République et à Cayenne, en Guyane, pour réclamer l'abandon du projet Montagne d'or » (ISF SystExt, 2018). Selon un « sondage IFOP sur l'opinion des Guyanais.e.s, ils-elles sont 69 % à se déclarer opposé.e.s au projet » (WWF France, 2018).

La CMO, quant à elle, a commis des erreurs de communication et a négligé, à plusieurs reprises, le fait d'assister aux réunions avec les populations amérindiennes. Certain.e.s parlent de « dialogue de sourds, voire à une absence de dialogue » pour décrire la relation entre les opposants et partisans du projet au sien du conflit (Jeannin, 2018).

Le Conseil de défense écologique, créé après le grand débat national, a été décrit par le Premier ministre Édouard Philippe comme un "outil décisionnel ultime" (Franceinfo, 2019). Lors de la réunion en juin 2019, il a confirmé l'abandon du projet Montagne d'or jugé « incompatible avec les exigences environnementales ». Le CDE a pris un certain nombre de mesures, en plus de l'abandon de la Montagne d'or, comme par exemple réformer le Code minier, étendre les réserves naturelles ainsi qu'optimiser le recyclage des plastiques (Franceinfo, 2019). Cependant, depuis avril 2020 un nouveau projet, appelé "Montagne d'or bis" par certains des opposants mais officiellement nommé Espérance, pourrait voir le jour et continue d'animer le débat (Alvarez, 2024). Les deux projets sont effectivement sensiblement pareils et les préoccupations valables pour Montagne d'or restent similaires pour Espérance (Clerfeuille, 2022). Les deux projets sont séparés d'une dizaine de kilomètres et ont rencontré les mêmes critiques de la part des auteur.ice.s sociaux et environnementaux. De plus, un rapport nommé "Projet local, impact global"⁷ démontre que les conséquences en termes d'émissions de CO2 et d'artificialisation seront d'autant plus néfastes chez Espérance que Montagne d'or (Louis et al., 2002). Ainsi, bien que Montagne d'or ait été annulé, les discours d'oppositions étudiés restent pertinents et permettent d'éclairer les inquiétudes et revendications toujours d'actualité.

La question minière en Guyane Française, comme le montre Montagne d'or, dépasse le cadre technique et soulève des enjeux à la fois historiques, symboliques et sociaux. De nombreux scientifiques, comme Noucher (2022), alertent sur les impacts environnementaux, économiques et sociaux de l'orpaillage en Guyane Française. Ce genre de projet dévoile des intérêts opposés entre développement économique et justice environnementale et sociale.

⁷ Figure comparative des deux projets en annexe (figure 1)

Dans ce contexte de tensions entre logiques extractives et revendications locales, il est maintenant pertinent de clarifier l'angle d'analyse de ce mémoire afin de mettre en lumière les dynamiques à l'œuvre autour du projet Montagne d'Or.

Section 1.5 : Axe de recherche

Ce mémoire a pour objectif de mettre en lumière les dynamiques postcoloniales et oppressives à l'œuvre dans la gestion environnementale en Guyane Française à travers l'analyse du projet minier Montagne d'or. Il cherche à donner la parole aux populations locales afin de comprendre leurs perceptions et leurs revendications face à ce projet.

Pour ce faire, ce travail s'appuie sur deux notions fondamentales déjà présentées, le décolonialisme et l'environnement, qui forment le point de départ de l'analyse. En replaçant la gestion environnementale dans un contexte historique construit sur une base coloniale, le but est de mettre en lumière les rapports de pouvoir qui pèsent à la fois sur les humains et la nature. Grâce à la littérature et au fil de l'analyse discursive, deux concepts clés seront présentés et mobilisés comme grille de lecture : le dualisme nature-culture et les oppressions croisées (colonialisme, capitalisme et patriarcat).

Pour rappel la question centrale de ce travail est : « *Comment les discours de l'ONG Or de Question, opposés au projet minier Montagne d'or en Guyane Française, révèlent-ils des dynamiques post-coloniales et les pratiques d'oppression présentes dans la gestion des ressources naturelles aujourd'hui ?* » Cette recherche repose sur l'hypothèse que les structures héritées de la colonisation perpétuent des inégalités dans la prise en compte des revendications locales ainsi que dans la gestion et vision de la terre.

Pour ce faire, le mémoire est basé sur de la littérature dont une section est dédiée au concept de dualisme nature-culture, suivie d'une analyse d'ouvrages s'intéressant aux oppressions croisées, à savoir, le colonialisme, le capitalisme et le patriarcat. Ensuite, la méthodologie sera présentée pour laisser place à l'analyse discursive qui s'articulera autour de ces deux concepts clés issus de la littérature.

Ma contribution réside dans cette approche qui lie deux thématiques majoritairement abordées séparément, à savoir le décolonialisme et l'écologie. Bien que des recherches aient déjà été menées sur ce lien, mon travail a pour but de se réaliser à partir d'une approche concrète, en utilisant le projet Montagne d'or en Guyane Française comme cadre d'analyse. De plus, une analyse discursive sera

utilisée afin de mettre en lumière les revendications locales aux projets à travers deux concepts qui apparaîtront comme une grille d'analyse et qui seront présentés dans l'état de l'art. Mon approche permet donc d'analyser de manière croisée des discours locaux, et ce, avec une lecture à la fois postcoloniale, intersectionnelle et écologique. Les voix autochtones et locales auront une place centrale dans tout ce travail et une attention particulière sera accordée aux rapports de pouvoir et aux visions du monde pluriverses.

Chapitre 2 : Etat de l'art - Ecologie décoloniale

Section 2.1 : Dualisme nature-culture

“Seul l'Occident moderne s'est attaché à bâtir l'opposition, donc la discontinuité supposée, entre la nature et la culture” (Descola, 2015). Selon Descola, le dualisme nature-culture est une construction qui est propre à l'Occident moderne, et donc ni universelle ni naturelle. Comme il le démontre, cette conception a créé un certain type de rapports que les sociétés modernes entretiennent avec leur environnement. « La fracture environnementale découle de ce « grand partage » de la modernité, l'opposition dualiste qui sépare nature et culture, environnement et société, établissant une échelle verticale de valeurs plaçant « l'Homme » au-dessus de la nature » (Ferdinand, 2019). Cette division dualiste entre nature et culture crée une échelle de valeurs érigée au détriment de la nature. Etant donné que, dans certaines pensées, l'Homme est supérieur à la nature, on légitimise le fait de l'abimer si c'est pour le bien-être et le développement humain (Great Chain Of Being). Ce phénomène est également présent entre les humains eux-mêmes, une femme est vue comme inférieure à un homme et un homme cis blanc supérieur à un homme pauvre, racisé ou homosexuel. Ferdinand met en avant la présence d'une échelle verticale (nature/culture) mais également horizontale (sexe, classe, race, etc.). « On se retrouve face à une compréhension binaire qui oppose nature et culture, indigène et colons » (Ferdinand, 2019). Dans ses ouvrages, Ferdinand (2019) montre le décalage “entre les mouvements environnementaux et écologistes d'une part, et les mouvements postcoloniaux et antiracistes d'autre part, qui s'expriment dans les rues comme dans les universités mais sans se parler ».

Cette opposition structure les rapports sociaux mais également notre rapport à la terre et aux ressources. La hiérarchisation entre nature et culture se traduit par des modes d'exploitation différenciés selon les groupes sociaux et les contextes historiques. La manière dont la terre est perçue

évolue selon qu'on la voit comme une ressource à valoriser économiquement ou plutôt comme un espace culturel et identitaire à protéger. Dans ce genre de débat, on retrouve donc en effet plusieurs sens donnés à la terre et différentes interprétations quant à sa potentielle utilité à l'Homme. D'un côté, la pensée dominante la perçoit comme une ressource exploitable et valorisable sur le marché à travers la création de capital. "Pour la Banque Mondiale et de nombreux universitaires et politiques d'inspiration néolibérale, la terre est un actif, un capital comme un autre, et peut être traitée comme une simple marchandise" (Merlet, 2013). Par opposition, "pour beaucoup d'organisations paysannes et indigènes et pour tous les économistes qui s'inscrivent dans la tradition économique classique, la terre est quelque chose de spécifique et ne peut être considérée comme une marchandise ni comme un capital" (Merlet, 2013). Suivant cette deuxième façon de penser, on retrouve la notion de Pachamama, qui symbolise la terre mère dans le concept andin de "buen vivir". "Conçue comme animée, consciente et pleine de pouvoirs, la Pachamama est censée constituer « une société parallèle à la terre humaine avec laquelle elle est en interaction constante⁸ »" (Poupeau, 2013). Ce concept "renvoie à une reconnaissance affective et symbolique, spirituelle et matérielle, éthique et politique, de la nature comme Terre-Mère nourricière et protectrice" (Recension de Löwy, 2025). Alors que parallèlement, "les économistes ont eu recours au concept de rente foncière", ce qui contraste fortement avec la vision Andine (Merlet, 2013).

Castro avait déjà émis une réflexion à ce sujet et parle de perspectivisme pour évoquer la façon selon laquelle les sociétés indigènes perçoivent tous les êtres (animaux, esprits, humains, plantes, etc.) comme partageant une essence humaine intérieure, même si leurs apparences sont spécifiques à leur espèce. Selon cette théorie, chaque être perçoit le monde selon son propre point de vue et selon son habitat ou sa forme corporelle (De Castro, 2014). Le perspectivisme rejette donc cette séparation entre nature et culture et propose une vision dans laquelle la réalité dépend des perspectives. Selon ce point de vue, les distinctions actuelles, comme par exemple entre prédateur et proie, sont des constructions et non des attributs fixes. Le perspectivisme affirme que tous les êtres partagent une même intériorité mais leur manière de percevoir le monde diffère en fonction de leur corps et de leurs capacités (De Castro, 2014). Le concept de perspectivisme s'oppose donc avec l'approche occidentale universaliste qui oppose nature et culture. En effet, pour les populations autochtones, la nature et l'Homme est un tout interdépendant et indissociable, Cajete (1994) dans son ouvrage « Look to the mountain : an ecology of indigenous education » aborde la notion d'interconnexion pour démontrer que tout ce qui

⁸ K. Allen, *The Hold Life Has*, Smithsonian Institution Press, Washington, 1988, p. 24.

touche la nature est lié à celle-ci. Allant de la terre, des plantes, des animaux jusqu'aux éléments comme l'air ou l'eau, Cajete voit le monde naturel comme une infinité de liens complexes. Pour lui, les humains en sont une partie intégrante et non pas extérieurs. La gestion respectueuse des ressources naturelles est essentielle pour la subsistance et la culture des communautés. Les activités productives, telles que la chasse et l'agriculture, sont intégrées à un mode de vie en harmonie avec la nature (Berkes, 1999).

Comme on le voit à travers ce travail, la gestion de la nature varie selon les acteur.ice.s et reflète des visions du monde contrastées. Alors que les modèles occidentaux sont d'avantage ancrés dans une vision dualiste qui considère la terre comme une ressource à exploiter. D'autres conceptions, comme les cosmologies andines, perçoivent la terre comme un être vivant avec lequel il faut coexister. Ces divergences de perspectives nourrissent des tensions entre les approches extractives et les courants de pensée décoloniaux, qui eux critiquent cette séparation artificielle entre nature et culture.

Effectivement, pour l'écologie décoloniale, il apparaît comme central d'adopter une approche d'unité plutôt que dualiste, ceci mettant en avant l'interconnexion des luttes. Ce courant est défini par Bué (2024) comme "un mouvement qui examine les enjeux écologiques à travers le prisme des pays colonisés, mettant en lumière la double exploitation des humains et des ressources. Ce concept s'affirme comme un mouvement intersectionnel et international, influencé par diverses cultures et contextes, allant de l'Afrique à l'Amérique latine et à l'Asie. Il vise à historiciser les dégradations environnementales en les liant aux rapports de domination raciale et à la nécessité de réinventer notre rapport à la Terre". On voit également de plus en plus au cours du temps des notions telles qu'« intersectionnalité », « convergence des luttes » et « féminisme décoloniale » prendre place dans les débats publics (Bacchetta, 2015). Ces mots deviennent presque « à la mode », mais que se cache-t-il derrière ? L'écologie décoloniale, en valorisant l'interconnexion des luttes, cherche à critiquer nos manières de penser en insistant sur l'indivisibilité des enjeux sociaux, historiques, économiques et environnementaux. L'usage de plus en plus courant des concepts cités juste avant reflète une prise de conscience dans une partie des discours publics où ces termes émergent afin d'englober des oppressions interreliées sans les étudier comme des choses distinctes. Mais au-delà de leur usage parfois médiatique, ces termes sont porteurs d'une critique des systèmes de domination existants et soulignent la nécessité de redéfinir la relation des sociétés humaines à leur environnement.

Dans le prolongement de cette remise en question des rapports de domination ceci fait écho à diverses oppressions en jeu que je détaillerai dans la partie suivante. Ceci permet de saisir la complexité des mécanismes de marginalisation qui traversent les dynamiques environnementales et sociales.

Section 2.2 : Oppressions croisées

Dans ce travail, la notion d'oppressions croisées sera centrale afin d'aborder les dominations de manière multidimensionnelle, en reconnaissant que des facteurs tels que le genre, la race et la classe sociale interagissent entre eux et peuvent créer d'autres formes de marginalisations. Dans le cadre de l'écologie décoloniale, l'intersectionnalité et les différentes oppressions rappellent l'importance d'une approche holistique pour comprendre comment l'environnement, et notre rapport à celui-ci, doit être recontextualisé à travers le prisme historique des luttes raciale. En intégrant une vision intersectionnelle, ce courant met en lumière les différentes inégalités environnementales et l'importance d'inclure les voix des populations traditionnellement marginalisées dans la gestion des ressources naturelles (Escobar, 2008).

Sous-section 2.2.1 : Patriarcat

En effet, il est primordial d'y inclure également la notion de genre. Les femmes, notamment de milieux populaires ou de communautés autochtones, subissent une double forme de marginalisation et vivent de manière disproportionnée les problèmes environnementaux (Pulido, 2000). Dans la continuité de la pensée de Pulido, le racisme environnemental ne doit pas être vu comme un phénomène isolé mais comme un problème présent dans des systèmes d'oppression au sens plus large. Par exemple, les communautés autochtones et les femmes sont souvent décrites comme les premières victimes des pratiques extractives, du changement climatique ou des pertes de terres (Larrère, 2023). Elle explique également comment les femmes, en défendant leur environnement, remettent en même temps en cause le système qui dévalorise et exploite leur territoire et leurs corps. Comme le souligne aussi Simpson (2017), les approches décoloniales et féministes permettent de critiquer les formes de hiérarchies post coloniale qui exploitent la nature et certaines couches de la population.

L'écoféminisme, né dans les années 1970, est un mouvement proche de l'écologie décoloniale qui vient enrichir et compléter celui-ci en liant l'exploitation de la nature à celle des femmes (Gaard, 2015). Ce courant, tel qu'évoqué par des penseuses comme Vandana Shiva (1989), met en avant le rôle crucial des femmes dans la préservation des écosystèmes et dans la résistance contre les politiques destructrices de l'environnement. Leur savoir-faire et pratiques ancestrales de gestion des ressources est valorisé et pris en considération, ce qui fait écho également avec le féminisme décoloniale qui vient

s'articuler à ces autres courants. Ce dernier, contrairement au féminisme traditionnel qui peut parfois négliger les spécificités vécues par les femmes racisées, reconnaît l'importance des contextes historiques de colonisation et d'exploitation dans les luttes actuelles (Mendoza, 2019). L'écoféminisme, quant à lui, critique à la fois le patriarcat ainsi que le capitalisme qui sont accusés d'exploiter la nature et les femmes comme des « ressources » (Shiva, 1989). Mies (2022) soutient que ces deux oppressions sont interdépendantes et participent toutes deux à l'oppression systématique des femmes et de la nature, contribuant ainsi aux crises écologiques et sociales actuelles. Elle montre également comment les femmes, particulièrement dans les pays du Sud, sont intégrées dans l'économie mondiale en tant que main-d'œuvre bon marché, au service des pays occidentaux (Mies, 2022). Du coup, le terme de convergence des luttes est fondé sur l'idée que les luttes pour la justice sociale, économique et environnementale sont interdépendantes et doivent être menées de manière conjointe. A la suite de cette idée, les luttes des communautés locales pour la préservation de leurs territoires, celles des écoféministes pour la reconnaissance de leur rôle dans la gestion écologique, et celles des mouvements antiracistes pour l'égalité des droits convergent vers un même objectif : la remise en question des structures de pouvoir qui perpétuent l'exploitation humaine et environnementale.

Cette idée peut être reliée à la croyance de la Pachamama que nous avons abordée précédemment. Ici la métaphore donne à la terre une figure féminine et maternelle qui s'oppose à l'idée de ressource exploitable (García & Rolandi, 2000). A l'inverse, elle se base sur une idée de protection envers les êtres qui l'habitent et qui sont représentés comme ses enfants (Páez & al., 2023). Il y a, en la Pachamama, un objectif de protection de la nature, de complémentarité, de féminité et de réciprocité avec celle-ci où la femme incarne une position clé.

En fin de compte, l'écologie décoloniale ainsi que les autres courants de pensée abordés ici visent à offrir un cadre alternatif qui s'oppose aux approches purement technocratiques et extractives qui créent un dualisme entre l'Homme et la nature. Il y a une forme de renversement des hiérarchies présentes dans nos imaginaires, héritées du colonialisme, du patriarcat et du capitalisme. La mise en avant d'une vision qui reconnaît les interdépendances entre les êtres humains, les écosystèmes et les systèmes de pouvoir est présentée. Voici dans la section suivante un focus sur les dynamiques capitalistes en jeu.

Sous-section 2.2.2 : Capitalisme

“L'écologie décoloniale veut sortir du capitalisme, car la nécessité de créer des richesses et de rapporter de l'argent le plus rapidement possible va souvent de pair avec une maltraitance des

humains”⁹ (LIMIT, 2022). Le capitalisme est enraciné dans des logiques de profit immédiat et d'exploitation qui transforme les territoires et la main d'œuvre comme des réservoirs de ressources à exploiter (Moore, 2016). Cette dynamique repose sur des mécanismes historiques et contemporains qui placent la nature au service du capital. La dévalorisation de la nature tire son origine dans la période des lumières et de Descarte pour qui celle-ci est extérieure et non humaine, dans cette logique l'Homme est « maître et possesseur de la nature » (Descartes, 2013). Cette notion s'est ensuite répandue à travers le monde suite à la colonisation et la mondialisation (Quijano, 2014).

Moore (2020), à travers son concept de *Capitalocène* (“l’âge du capital”), montre comment le capitalisme moderne est intrinsèquement lié à l'exploitation de la nature qui est vue comme une ressource infinie. Dans cette optique, la terre est réduite à une simple marchande, ce qui occulte ses dimensions culturelles, sociales et spirituelles. Cette marchandisation entraîne des conflits écologiques et sociaux importants qu'on ne peut pas uniquement attribuer à tous les êtres humains sans distinction particulière. “Il y a une différence politique immense, grande comme le monde, entre le fait de dire « les humains l'ont fait ! » ou « certains humains l'ont fait ! » (Moore & Colombo, 2020). Le concept de Capitalocène s'oppose donc à celui de l'Anthropocène, qui attribue les crises écologiques à l'humanité dans son ensemble. Par contradiction, le Capitalocène pointe spécifiquement les structures capitalistes comme les principaux moteurs des transformations écologiques. Selon Moore (2020), le capitalisme ne se contente pas d'exploiter la nature mais la réduit à un ensemble de "ressources gratuites" (cheap nature) qui sont destinées à être intégrées dans les économies capitalistes afin de maximiser les profits. Dans cette logique, le capitalisme extractif repose sur l'idée d'un monde organisé en termes de coûts et de profits, où la nature et le travail humain de la périphérie¹⁰ est externalisée ou sous-évaluée (Moore & Colombo, 2020). Cela correspond aux processus d'accumulation par dépossession décrits par David Harvey (2003) et observés dans les projets comme Montagne d'or. À travers ces concepts, on comprend que les crises environnementales contemporaines (perte de biodiversité, déforestation, changement climatique, extractivisme, etc.) ne sont pas seulement des problèmes techniques à résoudre mais qu'ils s'inscrivent dans une organisation économique mondiale. La nature à travers cette organisation est vue comme un moyen de subvenir aux besoins de la croissance économique.

⁹ [Comprendre l'Écologie Décoloniale ! - Kalvin Soiresse | LIMIT](#)

¹⁰ Concept de Prebisch qui différencie le centre (métropole) de la périphérie (ancienne colonie). (Calcagno, 2015)

Latouche (2010) souligne que « la croissance économique a produit, à plusieurs reprises, de l'appauvrissement à côté de l'enrichissement ». Cette observation montre les deux faces de l'industrie minière qui génère d'un côté des richesses pour une minorité de personnes tout en causant des problèmes écologiques et sociaux pour une majorité. Les projets miniers se réalisent souvent dans des régions où les cadres réglementaires sont faibles et où les communautés locales manquent de moyens pour défendre leurs droits. Selon Sen (1999), l'absence de libertés politiques et de systèmes juridiques efficaces dans certaines régions permet à des acteurs économiques de maximiser les profits tout en minimisant leurs responsabilités environnementales et sociales. Ceci accentue la vulnérabilité des citoyens et réduit leurs libertés car ils se retrouvent souvent forcés de subir des déplacements, des conditions dangereuses de travail et une dégradation de leurs habitats. Ces facteurs affectent ainsi directement leur bien-être et leurs libertés.

Ce phénomène s'inscrit dans une continuité historique de domination initiée par le colonialisme (Quijano, 2004). La terre et les savoirs locaux ont été balayés pour servir des logiques de profit et bénéficier aux politiques néolibérales dominantes de l'Occident. Comme le souligne Harvey (2003), cette dynamique repose sur un processus d'accumulation par dépossession où des biens communs (terres, forêts, ressources naturelles) sont privatisés et mis au service du capital. Ces systèmes économiques sont fondés sur l'appropriation des terres et ont influencé une vision utilitariste des ressources naturelles. Celles-ci étant perçues comme infinies et destinées à satisfaire les besoins des marchés occidentaux (Sachs, 2010). Cette logique d'exploitation et d'accumulation a non seulement appauvri les colonies d'un point de vue économique mais elle a également entraîné une dégradation écologique dont les conséquences perdurent encore aujourd'hui. Comme le souligne Sachs (2010), « l'accès aux ressources biotiques des colonies et aux ressources fossiles de la croûte terrestre a été essentiel à l'essor de la civilisation euro-atlantique ».

En conclusion, le capitalisme extractif désigne les systèmes économiques et les pratiques qui privilégient l'extraction des ressources naturelles à des fins lucratives et ce souvent au détriment de l'environnement et de l'équité sociale. Ce modèle est fortement lié aux héritages coloniaux, à l'accaparement des terres et à l'exploitation des communautés locales et autochtones. Ce processus de dépossession masque des dynamiques d'exclusion et d'injustice qui sont souvent justifiées par des discours de développement (Sachs, 2010). L'accaparement des terres en Guyane Française, et plus largement dans les régions post-coloniales, s'inscrit donc dans une continuité historique de domination. Ceci pouvant être associé aux colonialismes, comme le démontre la partie à suivre.

Sous-section 2.2.3 : Colonialisme

Pour comprendre pleinement l'enracinement des approches technocratiques et extractives dans nos systèmes mondiaux actuels, il est nécessaire de revenir sur les dynamiques historiques qui ont modulé et propagé les cadres de pensée. Le colonialisme a joué un rôle central dans l'imposition de cette hiérarchie entre l'Homme et la nature à travers le monde (Ferdinand, 2019). Il ne s'est pas limité à une domination territoriale mais a également transformé les environnements naturels et culturels en imposant des logiques économiques et politiques. Les puissances coloniales ont redéfini les rapports entre les sociétés et leur environnement, et ce, souvent au détriment des équilibres écologiques et des populations locales (Moore, 2015).

Le colonialisme suit la logique du modèle extractif qui a négligé, à de nombreuses reprises et depuis des siècles, la nature au profit de l'exploitation humaine. « Il est important de souligner que dans le cas américain, la nature a été sous-évaluée au point que les colonisateurs ont détruit sa précieuse biodiversité pour planter des monocultures d'espèces exotiques destinées à l'exportation » (Alimonda, 2019). Alimonda (2019) va plus loin et ne se limite pas à l'exploitation de la nature mais évoque également celle des Hommes par les Hommes. « Faune, flore et êtres humains ont tous été victimes d'invasions biologiques, de concurrents européens ou de maladies ».

Cette destruction environnementale et humaine, engendrée par le colonialisme, peut être reliée à un concept plus large où des territoires ont été privatisés au profit d'intérêts externes. « L'appropriation de terres par les États, des investisseurs privés et des élites nationales aux dépens des communautés locales et au mépris de leurs droits, est monnaie courante dans les pays du Sud depuis la période coloniale » (Delcourt, 2018). Cependant, cette tendance n'a pas disparu avec la fin de celle-ci, « de fait, si la « ruée sauvage » sur la terre semble avoir fait son temps – le phénomène étant de plus en plus médiatisé, suivi et encadré – la diminution du nombre des méga-transactions foncières ne consacre pas pour autant la fin du mouvement d'accaparement. Au contraire, rappelle Grain (2016), le phénomène s'est poursuivi, voire aggravé, dans nombre de régions, tout en prenant parfois des formes de prises de contrôle plus subtiles et moins visibles » (Delcourt, 2018). La notion de dépossession territoriale au profit d'acteurs économiques ou politiques étrangers, que ce soit par la violence ou non, persiste dans le temps et ne profite en général qu'à une seule couche de la population. Un déséquilibre entre les parties prenantes est présent et s'accompagne généralement d'une transformation des usages traditionnels des terres (Coordination Sud, 2010).

Dans son ouvrage « Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America », Quijano (2024) explique que la colonialité du pouvoir est un système de domination qui continue même après la fin du colonialisme. La classification raciale a été instaurée par la colonisation mais il montre qu'elle engendre encore aujourd'hui des inégalités économiques et sociales. D'ailleurs, des notions comme l'eurocentrisme imposent une vision du monde où la connaissance occidentale est considérée comme supérieure, ce qui marginalise les savoirs locaux. Il relie cette colonialité au capitalisme mondial actuel en affirmant que l'exploitation des peuples colonisés est ce qui a permis le développement économique de l'Occident. Ainsi, les inégalités actuelles sont une continuité des hiérarchies qui ont été établies durant la colonisation. « Ce que l'on appelle la mondialisation est l'aboutissement d'un processus qui a commencé avec la colonisation de l'Amérique et l'émergence du capitalisme moderne eurocentré en tant que nouvelle puissance mondiale » (Quijano, 2024). Pour résumer, selon Quijano, le capitalisme a créé une hiérarchie raciale où certaines personnes étaient perçues comme inférieures. Ceci a permis de justifier leur exploitation, leur travail forcé et les traitements violents infligés à leurs corps. Aujourd'hui, bien que les systèmes coloniaux officiels aient disparu, les logiques raciales qui ont été instaurées durant cette période se sont maintenues. « L'axe racial a une origine coloniale, mais il s'est révélé plus durable et stable que le colonialisme lui-même, dans le cadre duquel il a été instauré » (Quijano, 2024).

Bolados García et Boccara (2014) complète la pensée de Quijano en exposant comment l'hégémonie européenne sur les savoirs et les cultures a été perpétuée dans le contexte contemporain par le néolibéralisme multiculturel. Ce dernier reconnaît les différences culturelles mais les mettrait au service d'une logique capitaliste. Escobar (2008) met quant à lui en lumière la diversité des connaissances écologiques traditionnelles préservées par les communautés locales, souvent marginalisées. Il critique l'influence des intellectuels du Nord dans les pays du Sud et souligne la nécessité de prendre en considération les perspectives alternatives basées sur les savoirs autochtones et les expériences non occidentales. Amougou (2020) suit cette pensée en mettant en avant le fait que les Occidentaux ont tendance à oublier la capacité des peuples indigènes. « Les deux poumons de la planète, à savoir la forêt amazonienne et la forêt du golfe de Guinée, ont des connaissances autochtones qui ne figurent jamais dans les rapports technoscientifiques du GIEC » (Amougou, 2020). « Les Amérindiens sont le groupe le moins représenté dans la communauté scientifique américaine et sont "à peine présents dans la science", selon un rapport de la National Science Foundation ». Une étude a révélé une « absence constante et presque complète de professeurs amérindiens dans les domaines des sciences et de l'ingénierie » (Levy, 1992). Les connaissances écologiques traditionnelles

(TEK) sont pourtant reconnues par l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) comme complémentaires et précieuses également pour les disciplines modernes telles que la biologie, les sciences, etc. et ont un grand potentiel dans la restauration écologique (Kimmerer, 2002).

Pour conclure, il est crucial de reconnaître que cette époque n'est pas totalement révolue, comme en témoignent les impacts persistants et actuels de la colonisation. Ainsi, il est impératif de ne pas passer sous silence cette partie de l'histoire mais plutôt de l'intégrer pleinement dans les discussions environnementales. « Il devient de plus en plus important de faire progresser la construction d'alternatives, en mobilisant toutes nos identités et en mettant en action tous nos héritages et capacités, où que ce soit en Amérique latine » (Alimonda, 2019). Le lien entre la gestion de la terre et le passé colonial est encore bien présent. Les mécanismes de domination et d'exploitation de l'époque coloniale ont fortement influencé les liens mondiaux qui unissent les Hommes ainsi qu'à leur environnement. Notre vision marchande de la nature, reliée au capitalisme, s'est propagée et a été légitimée à travers le monde suite à la colonisation qui a permis de rendre possible l'exploitation des sols, des ressources et des populations humaines. Ceci continue de nourrir des rapports de subordination qui sont basés à la fois sur le genre, la race et la classe. Dans ce contexte, l'humain et la nature sont exploités sans penser à leur potentielle restitution. Cette logique extractive qui est dictée par le marché privilégie le profit immédiat, et ce, au détriment des écosystèmes et des équilibres sociaux. En explorant les effets croisés des oppressions, le but est de remettre en question les cadres dominants de gestion environnementale et de tenter d'ouvrir la voie à une gestion plus inclusive et historiquement placée.

Chapitre 3 : Méthodologie

Dans cette section, je vais expliciter la méthodologie choisie pour la collecte et l'analyse des données. De plus, une justification sera apportée à chacun des choix réalisés. Avant d'entamer cette partie méthodologique, il est fondamental de rappeler que l'analyse de discours part du principe que le langage est socialement situé et qu'il ne peut pas être totalement neutre. L'objectivité « totale » est illusoire et ce qui compte, c'est la rigueur dans l'interprétation (Boz, 2010).

Section 3.1 : Collecte de données

Sous-section 3.1.1 : Public cible

Pour réaliser cette analyse discursive, il a d'abord été nécessaire de se questionner sur le public et le type de discours que je désirais cibler. Ce choix s'est porté sur les témoignages opposés au projet minier Montagne d'or à travers les discours des populations locales et autochtones.

Le choix d'analyser les discours des citoyen.ne.s s'explique par leur positionnement en tant qu'acteur.ice.s principaux.les et directement affecté.e.s par le projet Montagne d'or. Des auteur.ice.s tel.le.s qu'Escobar (2008) ont démontré que les communautés locales, en tant qu'acteurs principaux, sont directement affectées par les projets de développement et rappellent l'importance d'analyser leurs discours afin de comprendre les dynamiques de pouvoir et les résistances territoriales qui sont présentes. Après mûre réflexion, il a été volontairement décidé de mettre en avant uniquement le point de vue des communautés locales afin de visibiliser ces voix, malheureusement encore souvent marginalisées dans les débats publics et institutionnels (Smith, 2012). L'analyse des témoignages locaux est ici utilisée comme levier pour comprendre ce qui se cache derrière les narratifs de contestation et comment ceux-ci s'inscrivent dans une critique plus large des héritages coloniaux et des logiques capitalistes d'accaparement des ressources naturelles.

L'échantillon sélectionné possède une variété de profils relativement grande. Les témoignages récoltés touchent un large éventail d'âges, de genres et d'origines communautaires. En effet, les discours analysés proviennent aussi bien de résidents que de chefs coutumiers, de membres des populations autochtones et locales, de jeunes, de personnes âgées, d'hommes et de femmes. Cette diversité permet de mieux appréhender la pluralité des perceptions face à l'opposition au projet. Un tableau récapitulatif¹¹ reprenant le nombre de témoignages ainsi que le sexe et d'autres informations supplémentaires disponibles se trouve en annexe.

Sous-section 3.1.2 : Or de question

En ce qui concerne le lieu de collecte des discours, mon choix s'est porté sur le collectif Or de question et ce pour diverses raisons. Ce collectif est une plateforme de mobilisation locale qui donne directement la parole aux populations Guyanaises concernées par le projet Montagne d'or. Il s'est imposé comme un acteur clé dans ce débat controversé et est une source qui permet de visualiser le point de vue de l'opposition au grand public (Clerfeuille, 2022).

En rassemblant à la fois des témoignages, des vidéos et des ressources documentaires, il permet d'accéder à une grande diversité de discours étant à la fois authentiques et basés directement sur les

¹¹ Tableau en annexe 2

réalités du territoire. Le collectif joue effectivement un rôle important dans la structuration des revendications locales, il articule les préoccupations environnementales, sociales et culturelles face à l'exploitation minière. Ceci offre une source riche qui me permet de réaliser mon analyse discursive à distance mais avec un réel corpus d'entretiens directement pris sur place. Sur leur site internet, il est possible d'avoir directement accès à 17 revendications dans la section "témoignage citoyens"¹², ceci constituera ma base de données. Tous les témoignages de cette section sont retranscrits dans l'annexe et des extraits seront analysés dans l'analyse discursive.

Ce collectif, en plus d'être un acteur majeur, a été à de nombreuses reprises mentionné et présenté dans les autres parties de cette recherche, c'est donc dans une suite logique qu'il s'impose comme une source clé pour cette partie analytique.

Le choix de prendre uniquement des extraits de témoignage de cette source est justifié par le fait de vouloir garantir une cohérence dans mon analyse, en s'appuyant sur un corpus discursif relativement homogène et issu d'un même type de contenu. C'est donc délibérément, qu'une forme d'échantillonnage assez homogène est privilégiée. Cela permet d'éviter de m'éparpiller entre des sources ayant des dynamiques et des cadres discursifs potentiellement divergents, ce qui pourrait compliquer la mise en relation des concepts théoriques choisis avec les revendications locales présentes dans les discours (Pincemin, 2012). Cependant, Pincemin souligne le fait que l'homogénéité ne doit pas être synonyme d'uniformité stricte non plus. Même dans un corpus homogène, elle précise qu'il est bénéfique d'avoir des variations internes, telles que des témoignages de différentes communautés ou générations par exemple, pour ne pas perdre en richesse analytique. Dans le cas de cette étude ce mode de fonctionnement est largement utilisé.

Afin d'interpréter ces données issues d'Or de question, une grille d'analyse a été construite autour de concepts-clés issus de la littérature qui permettront d'orienter l'analyse discursive et de mettre en lumière les revendications locales grâce à ceux-ci.

Section 3.2 : Grille d'analyse

Comme présenté précédemment, cette analyse se concentrant sur les discours opposés au projet se réalise à travers deux concepts clés issus de la littérature et préalablement abordés dans l'état de l'art

¹² [Or de question - Témoignages citoyens](#)

de ce mémoire : le dualisme nature-culture et les oppressions croisées (subdivisé avec les concepts de colonialisme, capitalisme et patriarcat).

Tout d'abord, il a été nécessaire de bien délimiter ces deux concepts, c'est pourquoi j'ai réalisé une explication récapitulative de ceux-ci dans la suite de la méthodologie en plus de leur présence dans l'état de l'art. Ensuite, grâce à cet état de l'art, l'analyse se réalisera autour des réflexions d'auteur.ice.s déjà abordées dans cette section. De plus, j'ai identifié des mots ou expressions présents dans les discours afin de regrouper des extraits de témoignages selon leurs revendications communes. Ce tri lexical à partir des discours et en lien avec les réflexions d'auteur.ice.s m'a permis de structurer l'analyse en mettant en évidence les thématiques principales soulevées à la fois dans les discours ainsi que dans la littérature mobilisée. Un tableau récapitulatif des mots clés et leur lieu d'origine se trouve en annexe. Par exemple, lors de l'analyse discursive certaines revendications ont émergé, comme la dénonciation de la notion "d'argent" qui leur apparaît dérisoire face à la destruction de la terre. Cet élément, lié à une priorisation différente quant à l'utilité et le sens donné à la terre, apparaît également dans la littérature à travers des auteur.ice.s tel.le.s que Merlet (2013). Ce dernier montre comment la terre peut revêtir différentes utilités selon que ce soit la banque mondiale qui la définisse ou des populations autochtones. Voici donc un exemple de comment une revendication d'Or de question peut être analysée grâce aux concepts et réflexions abordés dans l'état de l'art.

Cependant, il m'a semblé méthodologiquement limitant de m'en tenir uniquement à une recherche automatique ou à un comptage de mots clés et synonymes stricts. En effet, les discours analysés sont issus de témoignages oraux qui sont souvent informels et ancrés dans un langage quotidien et local. Les revendications qui y sont exprimées ne sont pas toujours formulées à l'aide de termes techniques ou académiques, comme c'est le cas dans la littérature scientifique (par exemple "accaparement des terres" ou "spoliation"). Ici, les témoignages récoltés sur Or de question sont exprimés à travers des mots simples, concrets, parfois très variables selon les locuteur.ice.s. Il en résulte que certaines idées centrales – comme le sentiment de dépossession ou la dénonciation de la domination extérieure – ne peuvent pas être réduites à une série de mots-clés ou de synonymes prédéfinis. Ainsi, plutôt que de chercher une stricte récurrence lexicale, j'ai adopté une approche plutôt contextuelle. J'ai repéré les idées de dénonciations récurrentes, grâce aux motifs discursifs récurrents même formulés de manière hétérogène, et qui étaient liés à la littérature. Ensuite, j'ai identifié les différentes manières dont ces idées étaient formulées dans le discours. Cela implique parfois de regrouper des expressions différentes mais qui véhiculent un même sens. Par exemple, j'ai identifié la présence récurrente des mots tels que "ces personnes-là", "eux", "extérieurs", "nous les Guyanais". La thématique de

l'opposition entre "eux" et "nous" ne peut pas se résumer à un seul mot-clé mais apparaît dans des formulations variées. Ici, l'idée qui ressort des discours associés à ces mots-clés est celle d'une binarité entre des acteur.ice.s extérieur.e.s et les citoyen.ne.s locaux.les. Ces termes mettent en lumière l'opposition entre ressources locales et profits étrangers. Ce sont ces formes multiples, mais convergentes dans leur portée symbolique, qui ont guidé la catégorisation et la mise en lien avec la littérature. Ce n'est donc pas d'une recherche exhaustive de synonymes mais plutôt une mise en évidence des arguments de dénonciation en prenant en compte la diversité des formulations utilisées. Ce type d'approche a été appliqué dans d'autres travaux scientifiques. Par exemple, Augé et al. (2023) ont utilisé une méthode similaire afin de regrouper des mots-clés par thématiques dans l'analyse de discours liés à la pandémie du COVID-19 et l'impact des masques jetables sur le changement climatique. De même, sa thèse (2020) mobilise une approche comparable qui est fondée sur l'identification de métaphores récurrentes afin de construire des catégories d'analyse.

Les auteur.ices et leurs idées mobilisées dans chaque section ne doivent pas être perçus comme appartenant à des sous-catégories distinctes. Chaque réflexion s'inscrit dans une continuité où les idées et auteur.ice.s se répondent et s'enrichissent mutuellement afin de faire une lecture transversale des discours recueillis.

De plus, certains mots-clés identifiés peuvent aussi toucher plusieurs concepts. Par exemple, la notion de pollution liée au "cyanure" peut à la fois être reliée au capitalisme, en tant que logique de profit qui justifie l'usage de substances toxiques malgré leurs conséquences. Ou bien également au colonialisme, dans la mesure où certaines vies — souvent celles des populations racisées ou marginalisées — sont moins prises en compte et moins protégées face aux risques environnementaux et sociaux, ce qui révèle une hiérarchisation implicite des existences. Dans les sections suivantes, les concepts mobilisés pour effectuer cette analyse sont résumés.

Sous-section 3.2.1 : Dualisme nature-culture

Le concept de dualisme nature-culture, dans ce travail, suit le sens que lui donnent Descola (2015) et Ferdinand (2019) dans leurs ouvrages et réflexions. Ce concept de dualisme interroge les différentes visions qui existent dans la manière de percevoir la nature. Alors que certains discours décrivent la relation entre l'environnement et les communautés comme un espace vivant et interconnecté, d'autres discours plus occidentalocentrés peuvent apporter une vision plutôt extractive et marchande du territoire. A travers cette relation à la nature, les discours changent ainsi que la représentation de celle-ci. Ce concept, tel que développé par Ferdinand (2019), met donc en lumière la fracture

environnementale qui découle d'une opposition binaire plaçant l'humain au sommet d'une hiérarchie de valeurs. Dans le cadre du projet Montagne d'or, cette logique extractive entre en conflit avec les visions du monde des communautés locales (Or de question, s.d.). A travers l'analyse discursive, je vais tenter de mettre en avant ces différences de visions quant à la terre et son utilité. L'analyse cherche à montrer comment les discours des populations opposées à Montagne d'or contestent cette hiérarchie et comment elles remettent en question la manière de concevoir le territoire.

Pour ce faire, je vais partir des concepts exposés dans l'état de l'art pour ensuite analyser comment ceux-ci apparaissent dans les discours citoyens. Je vais également prêter attention aux champs lexicaux et mots utilisés pour voir comment leur dénonciation est présente. Comme mentionné précédemment, mon champ lexical ne s'appuiera pas sur un corpus limité à un ou des mot.s spécifique.s mais plutôt sur les sens et les idées des discours. Dans cette section portant sur le dualisme, mon objectif sera de mettre en évidence les visions de la nature, du territoire et de la terre, telles qu'elles sont exprimées dans les témoignages et grâce au concept de la littérature.

Pour commencer, voici dans la méthodologie les concepts de la littérature qui seront mobilisés :

D'abord, comme vu dans l'état de l'art à travers des auteur.ice.s tel.le.s que Poupeau (2013) et Löwy (2025), la terre selon la vision andine est perçue comme un être vivant, sacré et animé qui est lié spirituellement aux êtres humains. Ce discours rejoint la critique du dualisme occidental, qui ignore cette dimension symbolique et affective de la nature. Dans les discours, il est pertinent de voir comment elle est perçue et ce grâce au terme "terre". De plus, des auteur.ice.s tel.le.s que Castro (2014) et son concept de perspectivisme apportent également des réflexions clés quant à la symbolique de la nature. Selon lui, les non-humains (animaux, esprits, éléments naturels, etc.) possèdent une intériorité et un point de vue propre, ce qui remet en cause la séparation ontologique entre humains et nature prônée par la modernité.

Ensuite, dans la continuité et comme analysé dans l'état de l'art à travers les travaux de Merlet (2013), deux visions de la terre s'opposent. D'un côté, une vision néolibérale qui perçoit la terre comme un actif économique et exploitable avec la notion d'"argent". Et de l'autre, une vision indigène ou non occidentalisé, comme montré ci-dessus, dans laquelle la terre constitue une entité en interconnexion avec l'Homme et avec laquelle se tisse une relation identitaire long terme. Cette opposition renvoie à une temporalité duale dans le rapport à la nature. Dans les discours, cette dichotomie temporelle s'exprime à travers des termes tels que "avenir", "enfants", "jeune", "plus tard".

Ces mots traduisent une vision plus globale et intergénérationnelle qui s'oppose à celle court terme qui nie les générations à venir.

Enfin, ceci va de pair avec l'incertitude écologique et sociale que Montagne d'or engendre. Descola (2015) critique cette séparation ontologique entre humains et non-humains dans les cosmologies occidentales. Cette séparation favorise une mise à distance de la nature et légitime sa transformation. Dans la continuité, Ferdinand (2019) évoque une “fracture environnementale” qui est issue de ce dualisme et qui engendre des vulnérabilités sociales et écologiques. Dans les discours, cette inquiétude se manifeste par des expressions liées à la peur, à l'incertitude et à la perte tel que, “risque”, “incontrôlable”, “peur”, “inquiétude”¹³.

Sous-section 3.2.2 : Oppressions croisées

Ensuite, le deuxième concept se concentre sur les oppressions croisées. A travers celui-ci, nous analyserons les diverses formes de dominations qui, comme son nom l'indique, se croisent. Ce concept repose sur l'idée que les rapports de pouvoir ne fonctionnent pas de manière isolée mais plutôt qu'ils s'entrecroisent et se renforcent mutuellement. Le cas de Montagne d'or cache aussi bien des éléments qui sont issus du colonialisme, que du capitalisme ou bien du patriarcat. Bien que le patriarcat ne soit pas explicitement mis en avant dans les discours recueillis, on sait, suite aux travaux d'auteur.ice.s tel.le.s Shiva (1989), Mies (2022) et Simpson (2017), que celui-ci ne peut être dissocié des dynamiques d'exploitation environnementale et coloniale.

Ces trois structures de domination sont intrinsèquement liées aux logiques extractives, et c'est dans ce contexte que les territoires et les corps sont perçus tels des ressources exploitables et ce au service du progrès et du capital (Larrère, 2022). Ainsi, les mots et expressions qui sont exprimés dans les discours s'inscrivent dans un contexte où les oppressions de genre, de race et de classe se croisent et façonnent les rapports à l'environnement. La notion d'intersectionnalité prend une place centrale dans l'intégralité de ce mémoire et c'est volontairement que j'ai décidé de ne pas mettre l'accent sur une oppression unique mais plutôt sur leur interconnexion. En effet, en étudier l'une sans les autres ne permettrait pas de comprendre la globalité des dynamiques dénoncées dans les témoignages.

3.2.2.1 : Colonialisme

L'oppression coloniale constitue un prisme central dans la totalité de ce mémoire. Bien qu'il apparaisse ici explicitement à travers le concept d'oppressions croisées, il se matérialise également tout au long

¹³ Voir tableau en annexe (2) pour plus d'infos concernant les concepts et leurs mots-clés associés.

de ce travail, comme par exemple implicitement à travers la notion de dualisme nature-culture vue précédemment et le reste du mémoire. Dans le projet Montagne d'or, ces dynamiques coloniales prennent toute sorte de forme, certaines étant plus subtiles que d'autres. Dans cette section dédiée au colonialisme, je ferai ressortir les formes les plus explicites qui sont directement reliées à la définition proposée par CNRTL ainsi qu'aux dénonciations faites par les auteur.ice.s dans mon état de l'art. En tapant "colonialisme" dans "lexicographie" sur le site CNRTL, on obtient : "doctrine politique qui prône l'exploitation par la métropole des territoires sous-développés qu'elle a pris en charge à son seul profit ou au profit unique des éléments métropolitains installés sur ces territoires" (CNRTL, s.d.).

L'élément central de cette définition est la création de bénéfice exclusif pour la métropole, ceci est amplement dénoncé par les témoignages ainsi que dans la littérature. Dans mon analyse discursive, j'ai identifié des éléments, via divers mots clés, qui sont à la fois dénoncés par les auteur.ice.s présenté.e.s dans mon état de l'art et à la fois dans les témoignages recueillis. D'abord, comme montré dans la définition CNRTL et par des auteur.ice.s comme Delcourt (2018), le premier point lié au colonialisme qui est mis en lumière est le fait que les bénéfices soient en grande majorité pour des acteur.ice.s extérieur.e.s à la Guyane et sa population. Un vocabulaire binaire entre "nous" et "eux" apparaît au travers divers témoignages. Les mots-clés liés à cette différenciation montrent que deux groupes opposés sont présents, on peut citer "ces personnes-là", "les autres nations", "le consortium étranger" qui font partie de ce champs lexical d'opposition entre des acteurs locaux et étranger. Pour rappel, Delcourt (2018) disait, "l'appropriation de terres par les États, des investisseurs privés et des élites nationales aux dépens des communautés locales et au mépris de leurs droits, est monnaie courante dans les pays du Sud depuis la période coloniale".

Ces témoignages distinguant le "eux"/"nous" est accompagné d'un sentiment de dépossession et d'une revendication d'appartenance. Le mot "nous, on a la terre", "touchez pas à notre or", "notre terre" montre cette notion d'appartenance et de revendication. Le souhait d'avoir un droit sur la terre s'inscrit également dans une logique post-coloniale et sera étudié dans la partie *Analyse des discours* qui suit.

Ensuite, ceci va de pair avec le deuxième élément qui sera analysé et qui est lié à la destruction des économies locales au profit de ces acteur.ice.s étranger.e.s. Dans la partie *Etat de l'art* de ce mémoire, des auteur.ice.s, tels qu'Escobar (1995), examinent comment les politiques de développement postcoloniales, notamment les projets extractifs, perturbent les économies locales. Des termes comme "emploi" et "travail" seront analysés.

De plus, comme l'ont montré Escobar (1995) et Amougou (2020), il y a dans les dynamiques post coloniale et coloniale une marginalisation des points de vue locaux et autochtones dans les prises de décision. Cette dynamique se retrouve également dans les discours, les Guyanais.e.s interrogé.e.s se plaignent de la non prise en compte de leur avis et de l'absence de concertation au sein du projet. Les termes "concertation", "droit", "consulté", "écouté" et "mépris" apparaissent à plusieurs reprises, toujours pour dénoncer le manque de reconnaissance et la marginalisation en jeu.

Et enfin, Alimonda (2020) et Quijano (2020) parlent de hiérarchie entre les humains selon la race et l'origine. Cette différenciation entre l'importance des vies dans le débat autour de Montagne d'or est également présente dans les discours. Le sentiment d'une hiérarchie des vies, à travers des termes comme "différent", "survivants" illustre cette idée. Il y a aussi la notion d'exploitation des ressources au détriment de la santé des populations qui est dénoncée. Des termes comme "bien-être", "détruire", "cyanure" montrent les risques sanitaires auxquels font face les citoyen.ne.s et l'environnement.

3.2.2.2 : Capitalisme

De plus, dans ces oppressions croisées, se trouve également la notion de capitalisme. Ce dernier est défini par le CNRTL comme un "système économique et social qui se caractérise par la propriété privée des moyens de production et d'échange et par la recherche du profit" (CNRTL, mai 2025). Cette définition met en avant la privatisation des ressources qui est présentée comme essentielle ainsi que la maximisation du profit.

En ce qui concerne la maximisation du profit, on a déjà vu au fil de ce mémoire que ce dernier a une place importante, comme avec la récurrence du mot "argent" par exemple. Pour mettre en lumière la manière dont Montagne d'or priorise la recherche du profit, les concepts présentés de la partie "capitalisme" de l'état de l'art seront mobilisés. Comme montré dans la définition du CNRTL, la maximisation du profit est accompagnée de privatisation, ceci ayant des impacts sur la répartition de ces bénéfices.

Premièrement, une des critiques perçues dans les témoignages est l'énormité au vu des chiffres annoncés pour ce projet. Cette démesure incarne des logiques capitalistes qui reposent sur l'exploitation intensive et illimitée des ressources naturelles dans l'objectif de maximiser les profits (Moore, 2016). Comme le développe Moore (2016) avec son concept de Capitalocène, l'ère actuelle est structurée autour de l'exploitation des ressources naturelles pour soutenir l'accumulation de capital. Selon le Capitalocène, actuellement, le capitalisme est le principal responsable des déséquilibres socio-environnementaux (Moore, 2016). Le projet Montagne d'or, avec ses énormes besoins en

cyanure, explosifs et eau incarne cette démesure de la logique capitaliste. Cet élément est souligné dans les témoignages par des qualificatifs de quantité tels que “tonne” ou “km”.

Deuxièmement, les discours opposés à Montagne d'or soulignent une contradiction entre les discours officiels sur la durabilité et les politiques publiques qui privilégient en réalité l'accumulation d'argent avec ce genre de projet minier. Selon Latouche (2010), dans son analyse de l'appauvrissement à côté de l'enrichissement, la logique de croissance infinie mène à l'enrichissement d'une minorité au détriment de la majorité. Cet apport de Latouche souligne ce que dénoncent également les citoyen.ne.s interrogé.e.s. Ces derniers questionnent les politiques publiques qui promeuvent le développement et l'enrichissement de la Guyane, mais qu'in fine, ne serait pas bénéfique pour la Guyane dans son entièreté. Les discours dénoncent ceci via des termes comme “développement”, ainsi que l'expression “deux poids, deux mesures” qui démontre cette tension autour du développement.

En effet, Sen (1999) renforce cette idée avec son concept de développement comme liberté. Selon elle, le véritable développement réside dans l'expansion des capacités humaines et la possibilité pour les individus de faire des choix réels et informés. Cependant, les oppositions à Montagne d'or dénoncent que les partisan.e.s se concentrent uniquement sur l'enrichissement de certain.e.s acteur.ice.s, sans prendre en compte l'amélioration de la qualité de vie ou des libertés des citoyen.ne.s. Cette logique capitaliste, qui privilégie l'accumulation rapide de richesses au détriment du bien-être humain et écologique, se différencie des principes du développement comme une émancipation promu par Sen et dénoncer par les discours. Ces derniers mettent en avant les dégradations dont la population va devoir faire face. Avec des mots tels que “liberté”, “aucun bénéfice” qui confirme la théorie apportée par Sen.

Enfin, cette logique capitaliste s'inscrit également dans le concept de l'accumulation par dépossession de David Harvey (2003). Il permet de mettre en lumière les témoignages qui dénoncent les conséquences de la perte de terres et de ressources. L'accumulation des richesses par une élite économique mène, selon Harvey, à la dépossession des populations locales. Ce concept apparaît comme une grille de lecture pour des témoignages abordant la manière dont les populations locales subissent les pertes de territoire dû à la potentielle implantation de Montagne d'or. Le mot “territoire” permettra d'analyser l'apport théorique de Harvey sur la dépossession.

3.2.2.3 : Patriarcat

Bien que le patriarcat ne soit pas explicitement mis en avant dans les discours, il est crucial, et encore plus dans une section traitant des oppressions croisées, de comprendre comment ces systèmes interagissent même lorsqu'ils ne sont pas explicitement mentionnés dans les discours eux-mêmes. Le patriarcat, en tant que système d'exploitation, est imbriqué dans les pratiques capitalistes et coloniales.

Dans un tel système, les femmes sont particulièrement victime de cette marginalisation. Elles sont, selon de nombreux ouvrages, celles qui souffrent le plus des dérèglements environnementaux car ils affectent directement leur quotidien et celui de leurs enfants (ONU Femmes, 2022). Les changements climatiques, la pollution et la déforestation, de plus exacerbés par des projets comme Montagne d'or, ont des répercussions sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et la santé des populations. « La crise climatique n'est pas « neutre au regard du genre ». Les femmes et les filles sont les plus fortement touchées, ce qui accentue les inégalités de genre et expose leurs moyens de subsistance, leur santé et leur sécurité à des menaces spécifiques. La justice climatique féministe introduit une perspective de genre dans la lutte contre le changement climatique, reconnaissant que les facteurs de la crise climatique sont également les facteurs des inégalités de genre. [...] Ce sont les femmes qui font face aux effets du changement climatique et qui y répondent, mais leur rôle n'est pas compris, et il est encore moins visible » (ONU Femmes, 2025). Des rapports internationaux soulignent l'importance du féminisme dans la lutte contre le changement climatique et explicitent les liens qui unissent ce dernier aux inégalités de genre ainsi qu'au rôle des femmes dans la lutte contre ces changements (UN Women, 2023).

Même si les discours ne traduisent pas explicitement cette notion de patriarcat, il est nécessaire de ne pas reproduire des logiques d'invisibilisation de certaines luttes, ni de séparation. L'intersectionnalité et la convergence des luttes est un point clé de ce travail. Grace aux auteur.ice.s présent.e.s dans l'état de l'art, voici pourquoi il est plus que pertinent d'intégrer cette partie dans un travail tel que celui-ci. Comme le souligne Pulido (2017), les femmes racisées, notamment autochtones, subissent une double marginalisation qui est souvent invisibilisée dans les luttes environnementales. De plus, la défense de l'environnement par les femmes est aussi une remise en cause d'un système qui exploite à la fois leurs corps et leurs territoires (Larrère, 2022). De son côté, Simpson (2017) a montré que les approches décoloniales et féministes permettent de critiquer des hiérarchies héritées du colonialisme et du patriarcat. Donc, bons nombres de travaux théoriques justifient la lecture des témoignages sous l'angle du genre, afin de ne pas reproduire l'effacement de ces oppressions dans l'analyse. En ce sens,

les luttes écologiques menées par les femmes en Guyane Française doivent être comprises en prenant en compte l'imbrication entre domination de genre, colonialisme et capitalisme.

De plus, dans les témoignages, le terme de “mère nature” est présent et sera analysé dans la partie *Analyse discursive* pour savoir quel sens lui est donné et son lien avec les luttes capitalistes et coloniales.

Enfin, il est important de noter que ce mémoire ne prétend pas analyser toutes les formes d'oppressions en jeu dans le contexte guyanais. La diversité des dynamiques coloniales et extractives dépasse le cadre de cette recherche. C'est pourquoi l'étude se concentre spécifiquement sur le projet Montagne d'or et sur la manière dont les concepts théoriques de dualisme nature-culture et d'oppressions croisées permettent d'éclairer les discours d'opposition face à la perpétuation de dynamiques issues du colonialisme qui se matérialisent à travers le projet minier étudié. Ce choix méthodologique permet une analyse plus ciblée, tout en mettant en évidence les interactions entre les structures de domination et les revendications locales à travers les apports de la littérature. Pour conclure, ces deux concepts sont ici présents comme une grille de lecture qui permet de porter l'attention sur des thèmes précis et délimités afin de réaliser cette analyse.

Chapitre 4 : Analyse discursive

Section 4.1 : Analyse des discours autour du dualisme nature-culture

Lors de l'analyse des discours citoyens à travers le concept du dualisme nature-culture, plusieurs éléments de ce dualisme émergent et traduisent sa présence dans la gestion environnementale.

Un premier point central dans les discours analysés est la dénonciation de l'accaparement des terres. Le fait que leurs terres soient dérobées dans l'objectif d'en ressortir des ressources exploitables est un élément très présent dans les discours récoltés.

“La mine la plus grande de l'histoire de France, en pleine forêt primaire entre deux réserves biologiques intégrales. C'est à dire qu'on n'a même pas ... le citoyen n'a même pas le droit d'y mettre le pied et on va autoriser une compagnie à faire une fosse à moins de 300 mètres de la frontière. Une fosse de 2 km 5 de long, 400 mètres de large, plus de ... près de 300 mètres de profondeur. C'est à dire, la superficie de cayenne. En volume, ces 32 fois le stade ... le dôme du stade de France.”

(Philippe Boré, fondateur de l'association Maiouri Nature - 1.1)

Cette différence entre la vision extractive et économique des actionnaires contraste avec celles des citoyen.ne.s Guyanais.e.s. Cet extrait traduit la démesure et l'incohérence de ce projet pour les personnes opposées. Alors que les Guyanais.e.s n'ont pas le droit d'accéder à ces zones protégées, une compagnie privée est quant à elle autorisée à y mener des opérations minières à grande échelle. Boré met en lumière la différence de gestion des espaces naturels selon les acteur.ice.s ainsi que la différence de vision que prend la nature selon les intérêts en jeu. D'un côté, la nature est perçue comme une ressource à exploiter afin de maximiser le rendement économique. Alors que de l'autre, la forêt primaire et les réserves sont des espaces intouchables, où l'humain doit y respecter l'équilibre.

La démesure présente lorsqu'il compare les chiffres, traduit un accaparement massif du territoire, où une entreprise privée s'approprie des terres en méprisant la valeur écologique et symbolique du lieu. Ceci fait écho avec un autre témoignage :

“C'est, c'est un viol contre la mère nature, celle qui ... celle qui nous permet de marcher, celle qui vous permet de vivre.” (Femme amérindienne - 10)

Le dualisme nature-culture est dénoncé en critiquant la réduction de la nature à un simple gisement de ressources, qui de plus, se fait avec une violence extrême - “viol”-. La métaphore, qualifiant la nature de “mère”, souligne la relation de dépendance vitale et irréductible de l'humain et son environnement. La terre est présentée comme nourricière et vivante, ce qui suit la pensée de Castro (2014) sur le perspectivisme. La détruire revient pour finir à se détruire soi-même.

En cherchant la récurrence du mot “terre”, plusieurs témoignages émergent, montrant la relation symbolique, historique, spirituelle et animée qu'entretiennent les populations avec elle.

“Nous, peuples premiers de Guyane, sommes engagés dans la lignée de nos ancêtres, à la défense de nos terres, de notre eau et de notre forêt” (Détails démographiques non précisés - 15)

“C'est vraiment dommage pour la Guyane qui est une terre” (Femme – 7.2)

“Nous, notre bien-être, c'est notre terre et on doit la défendre” (Homme – 8.2)

Les travaux de Poupeau (2013) mettent en lumière cet attachement profond des populations amérindiennes à la terre qui est perçue non pas comme une ressource à exploiter mais comme une entité vivante, la Pachamama (terre mère), avec laquelle les humains entretiennent une relation de

réciprocité. Löwy (1999), quant à lui, souligne que cette vision cosmologique entre en rupture avec la logique capitaliste extractive.

Dans les témoignages, le souhait de profit immédiat et justifié par des intérêts économiques se heurte à la vision locale d'unité et de respect de l'environnement. Les témoignages soulignent une minimisation de leurs visions face au discours technicistes qui séparent nature et culture. Comme le souligne Merlet (2013), les logiques d'accaparement des terres s'inscrivent dans une dynamique où les intérêts économiques priment sur les droits et visions des populations locales. Cette tension est perceptible dans les témoignages qui suivent, où les habitant·es expriment l'incohérence qu'ils perçoivent entre les logiques économiques et de profits au détriment de la terre. Le mot "*argent*" revient de manière récurrente dans leurs discours comme symbole d'un système face auquel ils s'opposent.

"Gagner de l'argent sur la Guyane... Pour moi, je ne veux pas accepter, je n'accepte pas." (Homme – 2.3)

"Ils sont là juste pour faire l'argent, beaucoup d'argent. Surtout, il n'est pas distribué pour la Guyane" (Homme – 8.2)

"Je vois pas comme je disais, je vois pas l'intérêt d'avoir ... d'avoir de l'argent, d'avoir beaucoup d'argent dans les poches, alors qu'on marche sur une terre qui est souillée" (Femme amérindienne - 10)

Alors que la vision locale promet un équilibre et une projection à long terme, elle semble mise de côté à des fins économiques proches plaçant les communautés dans une incertitude concernant les années à venir. Ceci s'exprime à travers des termes tels qu'"avenir", "jeune", "génération", "enfant", "plus tard".

"Si nous voulons trouver des solutions pour faire travailler nos jeunes, pour faire avancer le pays nous devons trouver d'autres moyens." (Chef coutumier - 14)

"Futurement, nos enfants, nos jeunes qu'est-ce qu'ils vont devenir ?" (Homme – 2.3)

"Faire n'importe quoi justement avec notre vie quotidienne et l'avenir de nos futures générations." (Homme – 1.2)

“Qu'est-ce qu'on... est-ce qu'on pourra faire plus tard ? Y a des, il y a des nouvelles générations qui veulent travailler plus tard, je suis contre ça” (Homme – 2.5)

Pour conclure, il y a une tension dans la manière de concevoir la terre, qui se traduit dans les discours par une opposition aux modes de gestion et d'exploitation liés à Montagne d'or. Dans les témoignages analysés, la nature n'apparaît pas en tant que simple ressource exploitable, mais comme un tout interconnecté, un héritage à préserver et le socle de toute vie. Une vision holistique où la terre, l'or, le fleuve et la forêt sont interdépendants est largement mise en avant. La dégradation de ceci est pour les communautés synonyme de risque pour l'existence humaine « Ce sera tout perdu » (Chef coutumier - vidéo n°2.2 de l'annexe). Alors que les investisseurs se concentrent sur des profits financiers (“*argent*”) et de court terme, les populations se préoccupent du bien être long terme à la fois de la nature, d'eux même, de leurs futures générations ainsi que de l'humanité en général.

“C'est un projet qui nous touche directement, et là, je parle pas forcément en tant qu'amérindienne, mais simplement en tant qu'habitante de la terre, en tant qu'habitant de la terre” (Femme amérindienne - 10)

Cette tension rejoint la pensée de Castro (2014), où la terre n'est pas un simple objet passif mais un acteur vivant qui réagit aux perturbations humaines. L'idée que la nature n'est pas “*contrôlable*” apparaît dans les discours et rappelle les “*risques*” face aux changements environnementaux. Ces “*dégâts*” liés à l'environnement sont à plusieurs reprises accompagnés de lexique lié à la “*peur*” et à “*l'inquiétude*”.

“Pourquoi il faut dire non à la Montagne d'or, parce que les prévisions climatiques sont incontrôlables le BRGM prévoit pour la Guyane des périodes de stress extrême et des pluies plus fréquentes qui risquent de provoquer des inondations et des glissements de terrain.” (Femme - 16)

“Ce qui m'inquiète beaucoup, c'est le cyanure” (Homme – 7.1)

“Ça fait beaucoup de dégâts et c'est aussi ce qui fait peur” (Labonté, chef coutumier - 14)

Ainsi, ces discours traduisent une opposition entre une gestion marchande et techniciste de la nature, qui justifie l'extraction minière par des arguments économiques à court terme, et une vision locale qui intègre la nature comme un élément vital et interdépendant. Cette divergence de perception témoigne du concept de nature-culture comme présenté par des auteur.ice.s tels que de Descola (2015) et Ferdinand (2019).

Section 4.2 : Analyse des discours autour des oppressions croisées

Dans l'analyse des témoignages, on remarque effectivement qu'ils dénoncent la présence de diverses dynamiques d'oppression qui se croisent et s'entrelacent afin de justifier l'exploitation du territoire guyanais. À travers ces discours, Montagne d'or apparaît non seulement comme un projet extractif ayant des fins économiques mais aussi comme un exemple concret de la persistance des rapports de domination hérités de l'histoire coloniale. Ceci est en lien avec les ouvrages et auteur.ice.s présenté.e.s dans l'état de l'art.

Sous-section 4.2.1 : Colonialisme

L'histoire coloniale a été marquée par une dynamique d'opposition dichotomique qui a souvent placé les populations locales au plan secondaire permettant ainsi de les déposséder de leurs ressources et de leur pouvoir de décision au profit d'intérêts extérieurs (Castro-Gómez & Grosfoguel, 2019). Cette distinction persiste aujourd'hui, notamment à travers les témoignages recueillis sur le site d'Or de question et analysé dans cette partie. Un sentiment de séparation entre "eux" et "nous" est particulièrement présent dans les discours. Les habitant.e.s dénoncent le fait que des personnes extérieures imposent une certaine vision, et ce, au détriment des citoyen.ne.s locaux.les. De plus, une forte sensation que le profit est externalisé et qu'il ne bénéficie qu'à une partie des acteur.ice.s y est également dénoncé. Cet élément appuyant la définition donnée par CNRTL et les réflexions défendues par Delcourt (2018).

“Je pense que c'est ... pour eux, les gens qui veulent faire ça, c'est une nouvelle opportunité. Pour toute la planète, une nouvelle opportunité de prendre.” (Femme – 8.3)

“Je comprends pas la logique de ces, de ces personnes-là.” (Femme amérindienne - 10)

“Pourquoi le gouvernement français ont vendu les Montagnes d'or pour l'étranger et nous les guyanais qu'est-ce qu'on est ? Ce qu'on pourra faire plus tard ? (Homme – 2.5)

“Nous, on a c'est vrai... on a la terre, l'or mais on a quoi sur si les autres nations prennent ? ” (Femme – 2.2)

“Ils veulent s'enrichir avec avec nos terres” (Femme – 2.4)

“Pourquoi il faut dire non au projet montagne d'or, parce que ce n'est pas un projet local pour des guyanais et par des guyanais. C'est un projet tenu par un consortium étranger russo canadien nommé “Columbus Gold”, une entreprises tout à fait étrangère à la Guyane.” (Femme - 4)

“Enfin je pense que c'est pas, c'est pas des choses à exploiter en fait parce que c'est la richesse de la Guyane et ça devrait rester là et puis voilà” (Femme - 8.7)

“En fait, moi je suis pas d'accord parce que déjà l'or, il vous appartient pas. Du coup à quoi ça sert de voler notre or. C'est pas notre faute si vous n'avez pas d'or chez vous. Nous en Guyane, c'est pas chez vous , du coup, je sais pas c'est notre terre. Touchez pas à notre or. Ce serait sympa. Parce que c'est chiant à la fin. C'est tout.” (Femme – 8.4)

L'usage de terme comme "ces personnes-là", "eux", "les gens", "chez vous" s'oppose au “nous” “Guyanais.e”, “chez nous”, “nos terres”. Ceci renforce l'idée d'un clivage entre ceux qui contrôlent les décisions et ceux qui subissent leurs conséquences.

L'exploitation minière est perçue comme un pillage, où les richesses sont extraites au profit d'intérêts extérieurs, et ce, sans réel bénéfice pour les populations. L'emploi de « nous, les Guyanais » souligne une identité locale forte qui s'oppose à une prise de décision perçue comme externe, incompréhensible et injuste. Cette logique fait écho avec le modèle extractif colonial dans lequel les ressources des territoires ultramarins ont été exploitées sans concertation. De plus, quand la jeune fille dit “ *Parce que c'est chiant à la fin*”, elle sous-entend la répétition de ces événements de “vol” de la richesse qui leur appartient.

De plus, les témoignages illustrent les effets d'un modèle de développement extractif qui, comme le souligne Escobar (1995), s'inscrit dans une continuité postcoloniale qui perturbe les économies locales initialement en place. Ce modèle favorise des logiques économiques imposées de l'extérieur et justifiées par la promesse de création d'emplois, mais au final marginalise les économies déjà présentes sur le territoire.

Le lexique du travail est central dans les discours, le mot "emploi" et "travail", ce qui révèle une forte préoccupation autour de l'accès à l'activité économique. Cependant, ces termes ne sont pas associés à un espoir mais à une crise de légitimité. Les personnes interrogées expriment un sentiment d'exclusion et de spoliation, où les Guyanais-es sont relégué-es au second plan tandis que des entreprises étrangères ou métropolitaines se voient confier l'exploitation des ressources.

"Même les Guyanais n'ont pas le droit de travailler et ce sont les autres nations qui vont travailler."

(Homme, 2.3)

"Ils disent qu'il y a des emplois... mais il n'y a rien dans la loi française qui les oblige à les donner à des Guyanais." (Laetitia – 5)

"Il va plutôt rapporter de l'argent aux grandes multinationales et pas forcément créer les emplois qu'il faut pour les gens qui habitent en Guyane." (Femme – 6)

Ces propos mettent en évidence une instrumentalisation du discours sur l'emploi, perçu comme un outil rhétorique de légitimation du projet Montagne d'or mais sans garanties réelles pour les populations locales. Ce discours est vécu comme un leurre, détournant l'attention de la destruction d'activités économiques existantes telles que le tourisme, la biodiversité ou l'agroforesterie :

"Ils voient pas tous les autres emplois qu'ils vont détruire. Aujourd'hui à Saint Laurent, il y a des gens qui travaillent au tourisme, il y a des gens qui travaillent dans la biodiversité, dans l'agroforesterie. On les connaît ces gens-là, c'est eux qui sont contre le projet montagne d'Or. Qui sont dans hors de question". (Laetitia – 5)

"C'est juste un argument, je sais que quand ils disent ça, c'est pas vraiment ... ça va pas créer plus d'emploi. C'est juste pour avoir une raison que les gens puissent voter pour pour ce projet. En tout cas, moi je suis contre." (Femme – 8.3)

"Les politiques sont en train de mettre de la poudre aux yeux parce que je ne crois absolument pas à tout ce nombre énoncé de métiers d'embauche" (Femme – 7.2)

La répétition du lexique du travail renforce donc l'idée que la perte d'autonomie économique locale est au cœur des préoccupations. Les populations ne réclament pas seulement des emplois mais ils dénoncent aussi l'effacement de leurs propres systèmes économiques.

En ce qui concerne la concertation, le sentiment de non prise en compte des voix locales et autochtones est un élément qui est revenu explicitement à de nombreuses reprises. Ceci via des termes comme "concertation", "mépris", "confiance", "écouté", "droit". Cette expérience de marginalisation renvoie à ce qu'Amougou (2020) dénonce, les savoirs locaux ne sont pas pris en compte dans les processus décisionnels. Ils sont souvent monopolisés par une expertise technoscientifique extérieure qui invisibilise les connaissances et avis locaux. Escobar (1995), quant à

lui, insiste sur la richesse et la légitimité des connaissances écologiques traditionnelles, souvent marginalisées au nom du “développement”. Ce déficit de reconnaissance et de participation nourrit un sentiment d’injustice, où les habitant·es ne se sentent ni consulté·es, ni considéré·es comme légitimes à décider de l’avenir de leur propre territoire. Les extraits suivants témoignent de cette marginalisation:

“Ce qui vraiment me dérange dans ce projet, c'est que... c'est pas une concertation franchement. Il n'y a pas eu de concertation jusqu'à maintenant.” (Homme – 1.2)

“C'est encore une forme de mépris parce qu'ils n'ont pas écouté ce que nous avons dit. A plusieurs reprises les chefs coutumiers ont dit leur opposition à ce projet, ils nous ont traités avec mépris et ils nous ont jamais consulté sur ce projet alors que le droit international dit que sur tous projets impactant le territoire autochtone, ils doivent être consultés et cela n'a jamais été fait.” (Eléonore Joannes - porte-parole du collectif des premières nations - 1.4)

“Ils ont complètement insulté les amérindiens, par ce qu'ils ont respectés tous les rendez-vous qu'ils avaient sur le calendrier officiel. Y'a seul auquel ils sont pas venus et c'est lui qui s'est passé à village Kaw, sous prétexte qu'on a refusé que les gendarmes soient présents.” (Amandine Galima - jeunesse autochtone de Guyane – 1.5)

“Mais ils n'ont pas eu confiance en nous. Et là, ça a été une insulte pour nous tant qu'autorités coutumière.” (Bénédicte Fjéké – Cheffe coutumier de terre rouge et présidente des chefs amérindiens de Guyane – 1.6)

*“ Il faut respecter le droit des peuples autochtones. Ils ont le droit d'exploiter, de protéger leur territoire et doivent avoir leur consentement préalable avant tout projet impactant leur territoire.”
(Femme – 3)*

L'absence de concertation et la marginalisation des avis autochtones et locaux sont dénoncées dans ces extraits et posent la question des restes de dynamiques coloniales toujours à l'œuvre. En refusant d'intégrer les populations concernées dans les processus décisionnels, les acteur.ice.s du projet perpétuent une logique d'extraction et d'imposition sans prise en compte des personnes directement concernées. Leur avis est relégué au deuxième plan et hiérarchisé comme “inférieur”. De plus, on remarque que pour les habitant.e.s, le lien historique et culturel entre les peuples et leur environnement est particulièrement fort. En plaçant sous silence leur avis, les territoires autochtones sont considérés uniquement comme des ressources à exploiter et non comme des espaces de vie et

d'héritage. Cette exclusion des voix représente une forme de continuation des logiques coloniales où les populations locales ne sont pas reconnues comme des acteur.ice.s légitimes dans les prises de décision, même concernant leur propre territoire.

L'absence de considération pour les populations locales ne se limite pas à ignorer leurs avis mais implique également la mise en péril de leur vie et de leur environnement. Nous sommes face à une forme de hiérarchie des vies où certaines valent moins que d'autres, ce qui légitimise que certains projets se matérialisent plus à certains endroits du globe qu'à d'autres. Ceci suit les apports de Quijano (2024) sur "la colonialité du pouvoir" dans le sens où les structures de domination issues de la colonisation continuent de produire une hiérarchisation des savoirs, des êtres et des territoires. Cette colonialité persiste dans les logiques de dit "développement" où les populations racisées, en particulier les peuples autochtones, sont reléguées à la périphérie des décisions et perçues comme moins légitimes à revendiquer leurs droits sur leur propre environnement. Les témoignages mettent en avant la sensation d'être perçus comme "différent.e.s" ainsi que moins écouté.e.s et valorisé.e.s.

"Le monde le monde occidental déjà nous fait bien sentir qu'on est différent" [...] " On est des survivants" (Femme, membre de la Jeunesse autochtone de Guyane - 1.7)

"Les autres communautés résistantes et survivantes. C'est ainsi que certains leaders définissent le peuple autochtone." (Voix off - 9)

"Est ce qu'ils vont aider les peuples guyanais, ou prendre à la Guyane ?" (Chef coutumier – 2.1)

Cette hiérarchie des vies à un impact direct sur la santé des communautés et de leur environnement dont ils dépendent. Comme présenté dans la méthodologie des termes comme "détruire", "cyanure", "bien-être", "déchets", etc. illustrent ces impacts négatifs et de "non-respect" qui sont liés à la fois à la santé des habitant.e.s ainsi qu'à celle de la nature.

"Le souci c'est comment on va finir d'éliminer tout le cyanure qui a été utilisé pour extraire [...] qui va impacter par contre très sérieusement les populations qui y sont et les enfants." (Homme – 7.1)

"Ils vont nous laisser tous les déchets derrière et on sera dans une merde totale." (Homme – 8.1)

"Le non-respect de l'environnement, des populations qui vivent sur le fleuve." (Femme – 7.2)

“S’ils expatrient l’or d’ici, on aura plus rien après. On n’aura plus rien pour nous. Et nous notre bien-être, c’est notre terre et on doit la défendre. C’est notre peuple, on doit être soudé entre nous.”

(Homme - 8.5)

“Ça va détruire la montagne et tout. Ça sert un petit peu à rien. Faut juste la laisser comme ça, c’est déjà beau et c’est juste la détruire. On va les détruire si on accepte tout ça, voilà.” (Homme – 8.2)

Cette invisibilisation des voix locales, le pillage de leurs ressources, les retombées environnementales et économiques négatives sur les Guyanais.e.s sont dénoncées tout au long des témoignages et rappellent les pratiques coloniales présumées passées. Le mépris ressenti et exprimé par les habitants illustre une forme de hiérarchisation des intérêts, où les préoccupations économiques et politiques des promoteurs prennent le pas sur les droits et revendications des citoyen.ne.s.

Sous-section 4.2.2 : Capitalisme

Dans ces discours contestataires, on vient de le voir, le colonialisme se manifeste, et à travers divers visages. Cependant, ce n’est pas la seule forme d’oppression qui est dénoncée. L’exploitation des ressources et des territoires est également perçue comme une logique purement économique, où seuls les profits comptent au détriment des habitants et de leur environnement. Derrière ces projets extractifs, se dessine une vision occidentale du développement qui est basée sur la croissance infinie dans laquelle la nature est perçue comme une ressource à exploiter plutôt qu’un espace de vie à préserver. Cette logique s’inscrit dans ce qu’on a vu précédemment le *Capitalocène*, une ère où les crises écologiques et sociales sont directement liées au mode de production capitaliste.

Les discours dénoncent l’énormité et l’absurdité du projet au vu des impacts qu’ils engendrent. A travers des chiffres, on peut mettre en avant l’énormité capitaliste dénoncée dans les témoignages :

"En aucun cas l'énergie solaire ne peut faire fonctionner un concasseur qui va broyer 80 000 tonnes de roche par jour, 24 heures sur 24." [...] "C'est une consommation d'eau pharaonique. 470 mille litres par heure. Les quantités de déchets miniers 350 millions de tonnes à la fin du projet." (Philippe Boré, fondateur de l'association Maiouri Nature – 1)

“Ils ont besoin de creuser un trou énorme qui fait 400 mètres de profondeur, 2 km 5 de large. de longueur là-dessus il va y avoir mille rotations par jour de camions, ça fait 80 mille tonnes.” [...] “On doit utiliser 20 tonnes d’explosifs par jour et 10 tonnes de cyanure.” (Homme – 11)

Face aux chiffres vertigineux dénoncés ci-dessus, les discours mettent en lumière une contradiction entre les discours officiels sur la sobriété et le développement durable, face aux choix politiques ayant des chiffres démesurés. À travers des expressions comme “deux poids, deux mesures” ou “on peut développer autre chose mais pas ça”, les locuteurs questionnent la cohérence des politiques publiques et la légitimité d’un développement de cette manière. Comme le souligne Latouche (2010), cette logique d’enrichissement d’une minorité alimente un appauvrissement local. Le développement devient ici un mot vidé de son sens, utilisé pour justifier des pratiques capitalistes d’accumulation de profit pour une minorité.

"À une époque où notre gouvernement nous demande d'être plus sobres, ils nous augmentent le prix du carburant, mais autorisent ce projet. C'est là qu'on voit qu'il y a deux poids, deux mesures."

(Philippe Boré, fondateur de l'association Maiouri Nature – 1)

"C'est un projet qui aura un impact assez négatif sur l'environnement Guyane et je pense qu'il apporte pas non plus les solutions économiques à l'attention du territoire." (Femme – 6)

"Je pense la Guyane, elle devait prendre comme une sorte de ... d'endroit pour que les touristes viennent. Les prix des hôtels, des hôpitaux pour... pour mieux avoir... Pour que la Guyane puisse lui développer, voilà c'est tout." (Homme - 8.6)

"Ces personnes qui revendiquent des choses qui revendiquent que le développement de la Guyane de cette manière-là non on peut développer autre chose mais pas ça." (Femme amérindienne - 10)

Dans cette perspective, les discours recueillis résonnent avec la critique formulée par Sen (1999) dans l'*Etat de l'art*. Le projet minier est perçu comme un obstacle à l'autonomie réelle des habitant-es en les privant de leur capacité à décider de leur avenir et de celui de leur territoire. Cette dépossession du pouvoir d'agir va à l'encontre d'une vision du développement fondée sur l'élargissement des libertés, défendu par Sen. Avec des mots tels que “liberté”, “aucun bénéfice”, ces discours traduisent une inquiétude face à un modèle capitaliste imposé qui promeut un soi-disant “développement”. Cette critique s'inscrit dans des dynamiques déjà évoquées dans le mémoire, à travers le dualisme nature/culture et les différentes visions liées au temps. Ainsi qu'à travers la colonialité des rapports de pouvoir et la mise en péril des économies locales. Comme mentionné précédemment toutes les dynamiques et concepts sont indissociables et en perpétuelle interconnexion.

“Les investisseurs peuvent acheter la montagne d’or mais le peuple guyanais n’aura aucun bénéfice.”

(Chef coutumier – 2.1)

“Accepter ce projet, c’est refuser toute liberté. Toute indépendance. La refuser, c’est enfin accepté ensemble de construire un projet endogène, solidaire et durable.” (Femme – 13)

Enfin, cette logique capitaliste s’inscrit parfaitement dans le concept de l’accumulation par dépossession de David Harvey (2003), qui met en lumière le processus par lequel une élite économique amasse des richesses au détriment des populations locales et souvent au prix de leur terre et de leurs ressources. Ce processus de dépossession est illustré ici lorsqu’ils dénoncent les pertes de territoires ancestraux. Le mot "territoire" apparaît fréquemment soulignant la nécessité le protéger. Comme vu précédemment, il n’est pas seulement un bien matériel mais un bien culturel et spirituel sans quoi “tout sera perdu” ou “il ne restera plus rien”.

"Ce territoire déjà il est ancestral pour les Amérindiens donc quelque part c'est à nous de le protéger et nous le protégeons, c'est ce qu'ont fait." (Homme – 1.2)

"Te dire pourquoi il faut dire non au projet montagne d'or ? Parce qu'il faut respecter le droit des peuples autochtones, ils ont le droit d'exploiter et de protéger leur territoire et doivent avoir leur consentement préalable avant tout projet impactant leur territoire." (Femme – 3)

"Je pense que ça va être le fleuve, la forêt. Ce sera tout perdu." (Femme - 2.2)

"C'est mauvais pour la Guyane, très mauvais. S'ils exportent l'or d'ici, on n'aura plus rien après. On n'aura plus rien pour nous et nous, notre bien-être c'est notre terre et on doit la défendre." (Homme – 8.5)

A travers toutes ces revendications, on remarque l’importance du territoire et le droit que doivent avoir les peuples autochtones à disposer librement de celui-ci. Cet élément, lorsqu’ils sont privés de leur droit à l’autodétermination et à la gestion de leurs ressources, renforce le concept de dépossession d’Harvey. De plus, la crainte de “tout perdre” souligne l’idée de dépossession et l’importance des ressources à leur mode de vie.

Sous-section 4.2.3 : Patriarcat

Comme mentionné dans la méthodologie, l'oppression patriarcale sera étudiée à travers le concept de "mère nature" ainsi que via le sens donné à la terre dans ce contexte. Pour rappel, le patriarcat, en tant que système d'exploitation, est imbriqué dans les pratiques oppressives et notamment dans l'exploitation des ressources naturelles et des populations locales (Pulido, 2017).

Il existe un lien entre les femmes et la terre qui est à la fois défendu par des auteur.ice.s te.le.s que Vandana Shiva (1989) ainsi que dans les discours recueillis par Or de question. Le terme de "mère nature" souligne cette idée.

"On peut pas laisser faire de telles choses c'est ... c'est un viol contre la mère nature celle qui celle qui nous permet de marcher celle qui vous permet de vivre." (Femme amérindienne - 10)

La terre est associée à la figure féminine, perçue comme nourrissante et sacrée (voir Pachamama ; Löwy, 2025). Mais, elle est également victime d'un "viol" dans un cadre patriarcal où la nature et le corps féminin sont exploités. L'utilisation de "mère nature" révèle une relation de soin et de dépendance qui dépasse la notion d'écosystème pour toucher également à la sphère personnelle et intime. Cette vision de la terre comme une entité féminine sacrée résonne avec la critique féministe du patriarcat, dans lequel les femmes et la nature sont perçues comme des ressources exploitées et dominées.

En Guyane Française, cette analogie prend une dimension particulière. Effectivement, les femmes, en particulier autochtones, sont souvent en première ligne pour défendre leurs terres contre des projets menaçants (ONU Femmes, 2022). Leur engagement met en lumière une résistance à la fois environnementale et féministe qui révèle l'imbrication entre violence écologique et violences faites aux femmes. Ce lien entre femme et environnement est perceptible à travers la notion de "Mère nature". Les Guyanaises jouent un rôle central dans la transmission des savoirs ancestraux en perpétuant des pratiques transmises entre femmes de générations en générations, telles que la poterie par exemple, qui sont intimement liées à la terre (Fifac, 2024). Cette relation sacrée qu'elles entretiennent avec la nature est menacée par les activités extractives, telles que Montagne d'or, qui polluent les ressources naturelles et perturbent l'équilibre des communautés (Croiziers de Lacvivier, 2025). Face à ces défis, les femmes autochtones sont particulièrement engagées dans la préservation de leur environnement et de leur culture, ceci affirmant leur rôle de gardiennes de la Terre Mère (Croiziers de Lacvivier, 2025).

De plus, cette personnification féminine de la nature à travers ce concept de Terre mère fait directement écho à la figure de la Pachamama dans les cosmologies andines. La Pachamama, selon Löwy (2025), incarne une entité vivante avec laquelle les humains entretiennent une relation de réciprocité et de soin, à l'opposé des logiques extractives et patriarcales. Dans cette perspective, la terre n'est ni un bien ni une ressource à posséder mais une entité vivante avec ses propres droits et respectée à travers des rituels (Páez, 2023).

Ainsi, lire ces discours à travers les apports féministes permet de rendre visible une autre manière d'être au monde et souvent marginalisée. La terre devient à la fois un espace de vie, de mémoire, d'identité et un sujet de droits où sa défense, en particulier par les femmes, apparaît comme un acte subversif face aux diverses oppressions capitalistes, patriarcales et coloniales. La vision utilitariste et extractive de la nature exclut la dimension traditionnelle et nourricière de la Terre en la reléguant à un plan secondaire face aux impératifs économiques et industriels.

Chapitre 5 : Discussion

Pour rappel, ce mémoire vise à répondre à la question suivante : « Comment les discours de l'ONG Or de Question, opposés au projet minier Montagne d'or en Guyane Française, révèlent-ils des dynamiques post-coloniales et les pratiques d'oppressions présentes dans la gestion des ressources naturelles aujourd'hui ? » Pour ce faire, les discours locaux ont été croisés avec une grille de lecture mobilisant des auteur.ice.s de la littérature. Certains concepts comme l'écologie décoloniale, le dualisme nature-culture et les oppressions croisées ont permis de mettre en lumière les diverses dominations qui sont présentes dans les débats autour de la gestion environnementale contemporaine.

L'apport central de ce mémoire réside dans la mise en relation, à travers un projet concret et contextualisée, de deux champs de réflexion souvent traités séparément : les études postcoloniales et les études environnementales. En mobilisant des notions telles que la double fracture environnementale (Ferdinand, 2019), le capitalocène (Moore, 2020), l'écoféminisme (Shiva, 1989) ou encore la colonialité du pouvoir (Quijano, 2024), cette recherche montre que les contestations locales face au projet Montagne d'Or dépassent la seule protection environnementale. Contrairement à certaines approches environnementales classiques, telle que celle de Moore (2020) sur le capitalocène ou Harvey (2003) avec l'accumulation par dépossession qui risquent d'universaliser les

enjeux écologiques en négligeant les rapports de pouvoir, ce travail souligne que les conflits environnementaux, tels que celui en Guyane Française, ne peuvent être compris sans considérer les rapports de force et les diverses oppressions en jeu. En effet, les revendications analysées s'ancrent à la fois dans des héritages coloniaux, capitalistes et peuvent également être mises en relation avec des formes d'oppressions patriarcales. Bien que Descola (2015) ait défini le dualisme, que d'Eaubonne (2017) se questionne sur l'écoféminisme ou que Moore (2020) parle du capitalocène, ces dernier.ère.s ne semblent pas prendre en compte l'addition et l'imbrication de ces différentes dynamiques dans certains contextes environnementaux. A travers ce mémoire, l'objectif est de compléter cette littérature en démontrant, via l'analyse des discours locaux au sujet de Montagne d'Or, que l'addition de ces dynamiques est effective et qu'elle prend une place importante dans les revendications concernant les problèmes environnementaux. Ceci montre ainsi l'imbrication profonde de ces systèmes de domination qui, comme vu au fil de ce travail, ne peuvent être étudiés de manière isolée. Lors de l'analyse, il apparaît donc clairement que des dynamiques post-coloniales et oppressives sont toujours à l'œuvre dans la manière dont les ressources naturelles sont pensées, exploitées et gouvernées dans ce territoire ultramarin. Loin de se limiter à des opinions marginales, ces voix mettent en lumière des structures oppressives qui sont héritées de la colonisation et qui, aujourd'hui, sont réactualisées dans un contexte néolibéral et globalisé.

L'objectif de ce mémoire n'étant pas de réinventer les cadres théoriques mais plutôt de les articuler entre eux. Dans la littérature, bon nombre de concepts sont abordés de manière séparées apportant des éclairages centraux concernant le concept même mais ne permettant pas de le lier à un cadre de recherche plus global. Dans ce cas, le colonialisme est un concept extrêmement complexe qui peut être étudié à lui tout seul à travers de nombreux ouvrages, mais l'aborder de manière isolé présente aussi des limites. Bien qu'une analyse approfondie du colonialisme en tant que système historique et politique soit indispensable, elle ne permet pas toujours de saisir comment ce système interagit concrètement avec d'autres formes de domination. Dans des contextes écologiques, les concepts d'écoféminisme, de capitalocène ou de dualisme nature-culture apportent des outils d'analyse mais, étudier individuellement, ils risquent de passer à côté de la manière dont ces dynamiques s'enchevêtrent dans des situations vécues. C'est justement là que ce mémoire trouve son utilité. En ne compartimentant pas les approches, il démontre que ces oppressions s'additionnent mais également qu'elles se renforcent mutuellement. En mobilisant plusieurs cadres théoriques et en les ancrant dans des revendications concrètes portées par des personnes concernées, ce travail contribue à combler certaines lacunes de la recherche. A travers ceci, il rend visibles des voix encore souvent peu

entendues dans les études environnementales et politiques. Notamment celles des femmes, des peuples autochtones et des populations racisées. Leur parole en plus d'être légitime, est essentielle pour reconfigurer nos manières de penser l'écologie et la justice. En ce sens, ce mémoire apporte une valeur ajoutée pour tout·e lecteur·rice intéressé·e par une approche critique et transversale des enjeux écologiques contemporains.

Voici comment les discours de l'ONG Or de Question dénoncent les dynamiques post-coloniales et les pratiques d'oppressions persistantes dans la gestion environnementale dans le contexte de Montagne d'Or.

Premièrement, l'analyse des discours fait émerger une opposition entre deux conceptions de la terre. D'un côté, une vision utilitariste et marchande des ressources naturelles qui est centrée sur leur potentiel économique est dénoncée par les personnes interrogées. Celles-ci soulignent l'incohérence entre la valorisation de la notion « d'argent » au détriment de la terre. Pour les répondant.e.s d'Or de question, l'exploitation de la nature ne trouve pas de sens si c'est pour laisser la terre "souillée" derrière. Cette dernière revête, pour eux, une identité complexe et symbolique qui fait écho avec les ouvrages de Castro (2014) sur le perspectivisme ou de Poupeau (2013) sur la Pachamama. Cette dichotomie quant à la vision de la terre et son utilité reflète ce que Ferdinand (2019) nomme la « colonialité de la nature ». C'est par ce processus, lié aux pratiques coloniales, qu'une domination s'exerce et façonne notre rapport à celle-ci.

Cette dichotomie quant aux deux visions de la terre s'accompagne d'une hiérarchie entre celles-ci, où la vision marchande apparaît comme privilégiée par les instances politiques et économiques. Les revendications et savoirs locaux sont alors relégués au deuxième plan. Dans ce contexte, les revendications des communautés locales et autochtones révèlent une double marginalisation. D'une part, elles sont peu écoutées dans les processus décisionnels et dénoncent le manque de prise en compte de leur avis. Et d'autre part, elles voient leurs savoirs ignorés voire disqualifiés, ce qui fait écho avec ce que de Sousa Santos (2011) appelle « l'épistémicide des savoirs ». On entend à travers cette notion, la destruction ou la mise à l'écart des savoirs non occidentaux au profit d'un monopole technocratique et extractiviste sur la nature (de Sousa Santos, 2011). Ce processus contribue à invisibiliser les relations spirituelles, symboliques et écosystémiques que les peuples autochtones entretiennent avec leurs territoires. De plus, les discours analysés soulignent une asymétrie du pouvoir, où la planification du projet se fait sans réelle consultation préalable, libre et informée comme l'entend la Convention 169 de l'OIT. Le manque de concertation des populations est un élément récurrent dans

les revendications d'Or de question qui renforce les sentiments d'injustice et de dépossession ressentis par les citoyen.ne.s. Comme le montre Harvey (2003) à travers le concept d'« accumulation par dépossession », les dynamiques extractives s'inscrivent dans une continuité historique où les terres et les ressources sont appropriées par des acteur.ice.s extérieur.e.s au nom du développement économique. On peut voir en cette dépossession une perpétuation de logiques coloniales où les terres sont dérobées au profit de l'exploitation, et ce, sans consultation.

De plus, cette dépossession se fait par des acteur.ice.s étranger.e.s. Les discours mettent en avant une opposition entre « eux » et « nous » qui soulignent non seulement une fracture culturelle et territoriale, mais aussi l'héritage colonial d'une domination venue de l'extérieur. Les bénéfices tirés de l'exploitation échappent à la population locale pour profiter à ces acteur.ice.s externes. Cette absence de retombées positives au profit de la Guyane Française est également dénoncée par les citoyen.ne.s et révèlent des formes d'oppressions. Dans les discours, les promesses de bénéfices économiques et de création d'emplois sont perçues comme illusoires, voire manipulatrices. De nombreux témoignages mettent en doute la sincérité de ces engagements, dénonçant un « mirage économique » qui servirait comme moyen de légitimer l'exploitation et non de bénéficier aux habitant.e.s. Sur le plan environnemental, les populations soulignent également les effets négatifs de l'exploitation minière sur leur terre et leur santé. Les rivières polluées au mercure et au cyanure, la destruction des forêts, l'érosion des sols, la perte de biodiversité et la contamination alimentaire sont des préoccupations récurrentes dans les discours. Les revendications exprimées dénoncent également une peur quant à "l'avenir" des futures générations, ce qui contraste avec les préoccupations plutôt court terme des investisseurs. Comme le soulignent Ferdinand (2019), cette situation est en lien avec une écologie inégalitaire qui crée des coûts sociaux et environnementaux externalisés sur les populations les plus marginalisées, au nom d'un progrès économique dont elles ne bénéficient pas. Ceci s'inscrit ainsi dans une logique capitaliste d'accumulation par l'exploitation de la périphérie au profit des centres de pouvoir économique, ce qui fait fortement écho avec les dynamiques coloniales supposées passées. Comme le souligne Quijano (2024), les logiques capitalistes contemporaines prolongent les structures de pouvoir instaurées durant la colonisation, en reproduisant des dynamiques de hiérarchisation raciale et d'appropriation des ressources, où les territoires des populations anciennement colonisées continuent d'être exploités au profit d'intérêts extérieurs.

Enfin, cette logique extractiviste ne peut être dissociée des rapports de domination de genre. Les femmes étant souvent en première ligne dans les luttes éco territoriales et porteuses de visions

alternatives avec, en plus, la figure de la Terre Mère incarnant une relation sacrée et maternelle à l'environnement. Cependant, ces projets miniers imposés de l'extérieurs viennent violemment perturber cette relation.

En ce sens, l'opposition au projet Montagne d'Or ne constitue pas uniquement une réaction environnementale mais bien une remise en question plus large de la manière dont, dans ce cas-ci, la France exerce son autorité sur un territoire post-colonial.

En conclusion, cette recherche démontre que l'opposition au projet Montagne d'Or en Guyane Française s'ancrent dans une expérience multidimensionnelle de l'oppression, où à travers les oppositions se décèlent des enjeux beaucoup plus larges liés à l'histoire coloniale, à la marchandisation de la nature, à la recherche de profits et à la marginalisation des populations locales.

En cela, l'apport de ce mémoire à la littérature existante est de proposer une lecture intersectionnelle des résistances territoriales, en intégrant les critiques du capitalisme extractif (Latouche, 2010 ; Harvey, 2003) qui perpétuent des logiques coloniales historiques (Ferdinand, 2019) tout en mettant en lumière des revendications locales. Cette approche discursive illustre la convergence des luttes à travers les discours des personnes concernées et tente d'enrichir la littérature existante en soulignant l'importance des savoirs situés. Effectivement, pratiquement aucun travail de la littérature ne met en relation l'addition de ces oppressions présentes dans des discours locaux. De plus, les discours français issus de Guyane, ou d'autres anciennes colonies, sont encore très minoritairement étudiés (Amougou, 2020). En choisissant de centrer l'analyse sur les discours issus du collectif Or de question, ce travail valorise des formes de savoirs ancrées dans l'expérience vécue qui, souvent, restent marginalisées dans les processus décisionnels et la littérature occidentale. Ceci rejoint les travaux d'Escobar (2008) et de Smith (2012) qui plaident pour une reconnaissance des voix subalternes dans les dynamiques de développement et de gestion environnementale.

Enfin, ce travail présente toutefois plusieurs limites qu'il est important de souligner. Tout d'abord, l'analyse a été menée à distance et sans immersion de terrain. Initialement, mon objectif était de réaliser un stage de terrain de plusieurs mois, mais je me suis retrouvée confrontée à des difficultés quant à l'opportunité d'intégrer un collectif pertinent pour ce travail. Concernant les réponses reçues, je me suis heurtée à deux types de refus, soit les collectifs ou ONG n'avaient pas pris part à ce débat controversé et ne pouvaient par conséquent pas prendre position en m'acceptant. Soit les collectifs positionnés n'avaient pas de structure adéquate permettant de m'accueillir en tant que stagiaire. Bien

qu'in fine le corpus mobilisé soit tiré d'entretiens directement pris sur place, ceci peut limiter la profondeur du contact avec les réalités vécues par les populations concernées. De plus, il faut noter que le corpus se base exclusivement sur les témoignages recueillis par le collectif *Or de Question*. C'est un choix assumé afin de garantir une cohérence méthodologique mais qui induit un certain biais, car il ne représente qu'une partie des voix locales. Comme le rappelle Pincemin (2012), une homogénéité dans les sources peut renforcer la lisibilité analytique mais elle limite également la diversité des perspectives. Par ailleurs, il faut noter que Montagne d'Or a été officiellement annulé. Cependant, comme mentionné dans la méthodologie, il reste pertinent de se baser sur ces revendications car son successeur, Espérance, est à très peu de points près identiques et les conséquences resteraient les mêmes voir même pires (Louis et al., 2002). Il faut également garder en tête que l'étude se concentre uniquement sur les discours d'opposition, sans y inclure les points de vue des promoteurs du projet ou des institutions favorables. Ce choix est justifié par l'envie de mettre l'accent sur les voix initialement marginalisées mais par conséquent met en avant les discours contestataires et non la totalité des points de vue. De plus, dans ce mémoire, un ensemble de concepts complexes et entremêlés sont mobilisés (colonialisme, capitalisme, patriarcat, dualisme nature-culture) et leur interconnexion est essentielle, mais cela rend l'analyse plus dense et parfois difficile à circonscrire dans un cadre unique afin d'y détecter toutes les subtilités. Il ne s'agit pas simplement d'analyser les effets d'une domination coloniale isolée, mais bien de comprendre comment celle-ci se réarticule avec d'autres formes de pouvoir afin de produire des systèmes d'oppression imbriqués. C'est précisément ce croisement d'approches qui permet de rendre compte de la complexité des injustices vécues localement, là où un focus exclusif sur un seul axe d'analyse risquerait d'en invisibiliser d'autres. Ensuite, par choix délibéré, il ne s'agit pas d'une analyse comparative avec d'autres contextes postcoloniaux et d'autres modes de gestion de l'environnement. L'objectif étant de cibler un lieu de conflit précis et identifiable afin de réaliser ce mémoire. Cependant, dans le cadre d'une recherche plus large, il pourrait s'avérer pertinent de mettre en perspective le cas de Montagne d'or avec d'autres territoires postcoloniaux confrontés à des projets extractifs. Pour finir, il me semble essentiel de reconnaître ma propre position en tant que chercheuse blanche et occidentale. J'écris ce mémoire depuis un lieu social et géographique qui conditionne mon regard et qui influence nécessairement ma manière de percevoir, d'analyser et de restituer les discours étudiés. Reconnaître cette position située, comme le défend Donna Haraway (1988), implique d'assumer que toute production de savoir est partielle, incarnée et façonnée par les rapports de pouvoir dans lesquels on s'inscrit.

En somme, ce mémoire tente d'apporter une contribution à la compréhension des conflits environnementaux postcoloniaux à travers une analyse de discours locaux. En articulant analyse discursive et réflexion théoriques, ce travail ouvre ainsi des pistes de réflexion sur la nécessité de repenser la gouvernance environnementale à partir des territoires, de leurs histoires et de leurs habitant·e·s.

Chapitre 6 : Conclusion

Tout d'abord, ce mémoire a permis de remettre en lumière l'importance de prêter attention aux dynamiques coloniales qui se glissent encore actuellement dans la gestion environnementale. Tout au long de ce mémoire, et particulièrement à travers les discours analysés, on remarque que les oppressions subies par les populations autochtones et locales sont belles et bien d'actualité. L'étude a révélé que les discours d'Or de question dénoncent non seulement les atteintes environnementales mais également la perpétuation d'inégalités héritées du colonialisme, du capitalisme et du patriarcat. Une critique de la vision capitaliste, qui considère la terre comme un réservoir de ressources apportant un profit, est dénoncée. Ils valorisent, par opposition, l'interconnexion et le respect des milieux de vie. Dans le contexte de Montagne d'or, la logique de profit continue de primer et relègue au second plan les revendications des communautés. Ce processus est légitimé par un dualisme persistant entre nature et culture (Descola, 2015) et par les restes de domination coloniale qui justifient encore aujourd'hui l'exploitation simultanée de la nature et des êtres humains.

Ce travail s'est articulé autour de deux grands concepts : le dualisme nature-culture et les oppressions croisées. A travers ces concepts, les grands points clés à retenir sont les suivants. L'opposition entre ces deux visions du monde mène à une marginalisation des voix autochtones et locales dans les processus décisionnels. Ceci peut être, grâce à la littérature et aux discours, relié à la persistance de rapports de domination hérités du colonialisme qui légitiment l'exploitation conjointe de la nature et des humains. Les citoyen.nes voient leur terre et droits bafoués à des fins économiques et au profit d'acteurs étrangers. Ce travail rappelle ainsi l'importance de recontextualiser historiquement les conflits autour de la gestion environnementale et de l'accaparement des terres. Il démontre également l'importance d'adopter une approche intersectionnelle afin de comprendre plus pleinement les conflits environnementaux contemporains. Il est donc indispensable de déconstruire les héritages coloniaux, de remettre en question les logiques extractives et de valoriser les visions du monde alternatives qui sont portées par les peuples autochtones et locaux. Une transition écologique plus

juste doit intégrer au centre des processus décisionnels les savoirs ancestraux et les voix marginalisées.

Enfin, plusieurs pistes de recherches futures émergent de cette étude. Il serait pertinent de prolonger cette analyse par une étude comparative entre différentes luttes autochtones face aux projets extractifs voire dans d'autres projets en lien avec la gestion de l'environnement. Un suivi longitudinal et de terrain des revendications face au projet Montagne d'or et Espérance pourrait également permettre de documenter l'évolution des dynamiques de pouvoir et des stratégies de résistance au fil du temps. De plus, l'intersectionnalité des diverses oppressions ouvre une large porte à toutes études questionnant les rapports de pouvoir en place dans la gestion environnementale au sens large. Dans ce mémoire, les solutions apportées par les communautés ne sont pas abordées, ceci pourrait également ouvrir la porte à toute une série de recherches complémentaires à celle-ci.

Pour conclure ce mémoire, il apparaît nécessaire d'enrichir la littérature existante en prenant en compte l'addition des différentes oppressions (capitaliste, coloniale et patriarcale) afin de mettre en lumière les revendications locales que portent les citoyen.ne.s sur la gestion de leurs ressources naturelles. De plus, il semble crucial de rappeler que toutes ces formes d'oppressions sont toujours en jeu à l'heure actuelle et que leurs impacts persistent sur les populations concernées. Ces réalités ne peuvent être totalement saisies sans une approche croisée qui est sensible aux contextes et aux paroles situées. En ce sens, ce travail souligne l'importance de produire une recherche qui ne parle pas seulement *sur* les populations mais *avec* elles.

Bibliographie

Articles scientifiques

- Alimonda, H. (2019). The Coloniality of Nature : An approach to Latin American Political Ecology. *Alternautas*. (PDF) [The Coloniality of Nature: An Approach to Latin American Political Ecology](#)
- Amougou, T. (2020). L'urgence écologique, un récit occidental-centré. Dans B. Duterme L'urgence écologique vue du Sud (p. 137-143). Éditions Syllepse. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2020.03.0137>.
- Antmann, M. (2025). Capitalism and resource extraction: A Marxist value-theory approach to Latin American socio-environmental conflicts. *The Extractive Industries and Society*, 22, 101617. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2025.101617>
- Augé, A. (2020). Environmental discourses and metaphor: Climate change communication in France and the UK [Doctoral dissertation, University of East Anglia]. UEA Digital Repository. <https://ueaeprints.uea.ac.uk/id/eprint/84512>
- Augé, A. Tenbrink, T. Spear, M. and Abrams, N. (2023) British and Irish newspapers implicitly support single-use masks over reusable face coverings. *Front. Commun.* 8:1256349. doi: 10.3389/fcomm.2023.1256349
- Bacchetta, P. (2015). Décoloniser le féminisme: intersectionnalité, assemblages, co-formations, co-productions. *Cahiers du Genre*, (20), 51–70. <https://doi.org/10.4000/cedref.833>
- Barret J. (ed.), and al. (2001). Atlas illustré de la Guyane. Paris : IRD, 215 p. ISBN 2-7099-1471-9. [Atlas illustré de la Guyane](#)
- Bebbington, A. (2009). Contesting environmental transformation: Political ecologies and environmentalisms in Latin America and the Caribbean. *Latin American Research Review*, 44(3), 177–186. <https://doi.org/10.1353/lar.0.0119>
- Berkes, F. (1999). Sacred ecology: Traditional ecological knowledge and resource management (4th ed.). Routledge <https://books.google.be/books?id=5b8RAgZtxxlC&lpg=PA37&hl=fr&pg=PA34#v=onepage&q&f=false>
- Bessone, M. et Cottias, M. (2021). La départementalisation a-t-elle permis l'égalité ? Lexique des réparations de l'esclavage (p. 35-39). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.besso.2021.01.0037>.
- Bolados García, P. et Boccara, G. (2014). Du néolibéralisme multiculturel aux mobilisations post-multiculturelles. *Actuel Marx*, n° 56(2), 74-84. (PDF) [Du néolibéralisme multiculturel aux mobilisations post-multiculturelles](#)
- Boz, C. (2010). Review of *Qualitative discourse analysis in the social sciences* (R. Wodak & M. Krzyżanowski, Eds.). *Language in Society*, 39(1), 134–135. <https://doi.org/10.1017/S0047404509990728>
- Burdillat, É. (2014). Résistance des communautés autochtones guatémaltèques face aux industries minières canadiennes : le rôle de l'accompagnement international questionné. Dumas. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01119444/document>

- Cajete, G. (avec Internet Archive). (1994). Look to the mountain : An ecology of indigenous education. Rio Rancho, NM : Kivakí Press. <http://archive.org/details/looktomountainec0000caje>
- Calcagno, A. (2015). *Raúl Prebisch : Une théorie du développement ancrée dans l'expérience de l'Amérique latine* [Mémoire de master, Université non spécifiée]. HAL. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01349824v1>
- Castro, E. V. (2014). Perspectivisme et multinaturalisme en Amérique indigène. *Journal des Anthropologues*, 138139, 161181. <https://doi.org/10.4000/jda.4512>
- Castro-Gómez, S., & Grosfoguel, R. (2019). Tournant décolonial, théorie critique et pensée hétérarchique. In C. Verschuur (Dir.), *Savoirs féministes au Sud. Expertes en genre et tournant décolonial* (pp. 81–98). *Cahiers genre et développement* (n°11). Paris : L'Harmattan. <https://books.openedition.org/iheid/7447>
- Delcourt, L. (2018). Accaparement des terres. Une menace planétaire. *l'Intérêt Général*, (3). [accaparement_des_terres_-_ld.pdf](#)
- Descartes, R. (2013). *Discours de la méthode* (Éd. Denis Moreau). Paris: Flammarion. [Descartes Discours De La Methode](#)
- Descola, P. (2015). *par-Delà Nature et Culture*. (2e éd.). Gallimard. <https://doi.org/10.3917/gall.desco.2015.01>.
- de Sousa Santos, B. (2011). Épistémologies du Sud. *Études rurales*, (187), 21–49. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9351>
- Djimadounngar, A.-A. (2023). L'exploitation minière et les droits des peuples autochtones en afrique francophone : l'exemple du tchad. *Revue juridique de l'environnement*, 48(3), 607-623. <https://droit.cairn.info/revue-juridique-de-l-environnement-2023-3-page-607?lang=fr>.
- Escobar, A. (1995). ECONOMICS AND THE SPACE OF DEVELOPMENT: TALES OF GROWTH AND CAPITAL. In *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World* (STU-Student edition, pp. 55–101). Princeton University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt7rtgw.7>
- Escobar, A. (2008). Place, nature, and capital in the late twentieth century. In *Territories of difference: Place, movements, life, redes* (pp. 15–45). Duke University Press. [Escobar_Arturo_Territories_of_Difference_Place_Movements_Life_Redes_2008.pdf](#)
- Essah, M., & Andrews, N. (2016). Lier ou dissocier les pratiques minières durables et la responsabilité sociale des entreprises ? Perspectives du Ghana. *Resource Policy*, 50, 75–85. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.09.009>
- Ferdinand, M. (2019). Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen. Le Seuil. <https://shs.cairn.info/une-ecologie-decoloniale--9782021388497?lang=fr>
- Gaard, G. (2015). Ecofeminism and Climate Change. *Women's Studies International Forum*, 49, 20–33. [\(PDF\) Ecofeminism and climate change](#)
- Gandhi, L. (1998). *Postcolonial Theory: A critical introduction* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003116714>

García, S., & Rolandi, D. (2000). Relatos y ritual referidos a la Pachamama en Antofagasta de la Sierra, puna meridional argentina. *Relaciones de la Sociedad Argentina de Antropología*, 25, 7-25. [01 Garcia-Rolandi L.pdf](#)

Goeury, D. (2016). La Guyane : usages et mésusages d'une ultrapériphérie continentale. Dans R. Woessner (Éd.), *La France des marges* (pp. 318-331). Atlande. [\(PDF\) La Guyane : usages et mésusages d'une ultrapériphérie continentale](#)

Goldblum, C. (2017). Françoise d'Eaubonne, à l'origine de la pensée écoféministe. *L'Homme & la Société*, 203-204(1), 189-202. <https://doi.org/10.3917/lhs.203.0189>.

Guéron, S. (2008). *Impact de l'exploitation minière en Guyane française sur les flux de mercure vers les écosystèmes aquatiques* [Thèse de doctorat, Université Joseph-Fourier - Grenoble I]. Géochimie. [Impact de l'exploitation minière en Guyane française sur les flux de mercure vers les écosystèmes aquatiques](#)

Haraway, D. (1988). Situated knowledges: The science question in feminism and the privilege of partial perspective. *Feminist Studies*, 14(3), 575–599. <https://www.jstor.org/stable/3178066>

Harvey, D. (2003). *The New Imperialism*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780199264315.001.0001>

Hilson, G., & Garforth, C. (2013). "Everyone Now Is Concentrating on the Mining": Drivers and Implications of Rural Economic Transition in the Eastern Region of Ghana. *Journal of Development Studies*, 49(3), 348–364 ['Everyone Now is Concentrating on the Mining': Drivers and Implications of Rural Economic Transition in the Eastern Region of Ghana | Request PDF](#)

Kimmerer, R. W. (2002). Weaving Traditional Ecological Knowledge into biological education: A call to action. *BioScience*, 52(5), 432–438. [https://doi.org/10.1641/0006-3568\(2002\)052\[0432:WTEKIB\]2.0.CO;2](https://doi.org/10.1641/0006-3568(2002)052[0432:WTEKIB]2.0.CO;2)

Larrère, C. (2023). II / Femmes et nature : les dominations croisées. *L'écoféminisme* (p. 27-46). La Découverte. <https://shs.cairn.info/l-ecofeminisme--9782348071621-page-27?lang=fr>.

Latouche, S. (2010). The standard of living. In W. Sachs (Ed.), *The development dictionary: A guide to knowledge as power* (2nd ed., pp.279 -295). Zed Books. [\(PDF\) The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power-2nd-ed-2010](#)

Levy, D. (1992). Bridging tribal, technological worlds. *Science*. 258: 1231

Lheureux-Prévot, C. (2008). La politique coloniale de la France de 1789 à 1815 Bibliographie. *Napoleonica. La Revue*, 1(1), 148-194. <https://doi.org/10.3917/napo.081.0007>.

Lopes, M. & Leenhardt, R (2020.). Que fait la France en Guyane ? Survie. <https://survie.org/billets-d-afrique/2020/293-janvier-2020/article/que-fait-la-france-en-guyane?>

Mam-Lam-Fouck, S. (1982). La Guyane française du XVII^e siècle à 1960 : de la colonisation à la départementalisation, la formation de la société créole guyanaise. FeniXX. [La Guyane française du XVII^e siècle à 1960 : de la colonisation à la ... - Serge Mam-Lam-Fouck - Google Livres](#)

- Maurice, L., Barraza, F., Blondet, I., & al. (2021). Childhood lead exposure of Amerindian communities in French Guiana: An isotopic approach to tracing sources. *Environmental Geochemistry and Health*, 43, 4741–4757. <https://doi.org/10.1007/s10653-021-00944-9>
- Mendoza, B. (2019). *La question de la colonialité du genre* (R. M. Mestanza & J. Falquet, Trad.). *Les cahiers du CEDREF*, (23), 90–116. <https://doi.org/10.4000/cedref.1218>
- Merlet, M. (2013). Les accaparements de terres dans le monde : une menace pour tous. *Pour*, 220(4), 95-104. <https://doi.org/10.3917/pour.220.0095>.
- Mies, M. (2022). *Patriarchy and accumulation on a world scale: Women in the international division of labour*. Zed Books.
- Mocaer, A., & Renard, L. (2023, 20 novembre). La transition juste : Introduction à un concept de solidarité (sous la direction de D. Stokkink). Observatoire Européen de la Transition. Récupéré de <https://www.transition-europe.eu/fr/publication/la-transition-juste-introduction-un-concept-de-solidarite>
- Moore, J. W. (2015). Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital. [9781781689028 Capitalism and the Web of Life \(406i\) final pass.indd](#)
- Moore, J. W. (2016). *Anthropocene or Capitalocene? Nature, history, and the crisis of capitalism*. Sociology Faculty Scholarship, 1. https://orb.binghamton.edu/sociology_fac/1
- Moore, J. W., & Colombo, T. D. F. (2020). Le Capitalocène et la justice planétaire. *Études Digitales*, 1(9). [Moore-Le-Capitalocene-et-la-justice-planetaire-2020.pdf](#)
- Noucher, M., Le Tourneau, F. M., & Gautreau, P. (2022). Data-driven remote governance of sparsely populated areas: Measurement and commensuration of wildcat gold mining in French Guiana. *GeoJournal*, 87(6), 4179–4202. <https://doi.org/10.1007/s10708-021-10486-3>
- Páez, M. C., Alé Marinangeli, G., Maidana, C., & Platiné Pujadas, I. G. (2023). La Pachamama, memorias de un tiempo pasado y rituales vigentes en el Valle Calchaquí Norte (Salta, Argentina). *Runa: Archivo Para Las Ciencias Del Hombre*, 44(1), 91-107. (PDF) [La Pachamama, memorias de un tiempo pasado y rituales vigentes en el Valle Calchaquí Norte \(Salta, Argentina\)](#)
- Palisse, M. (2013). Savanes de Guyane française : La biodiversité bousculée par la diversité culturelle. <https://www.ethnographiques.org/2013/Palisse>
- Pincemin, B. (2012). Hétérogénéité des corpus et textométrie. *Langages*, 187(3), 13-26. <https://doi.org/10.3917/lang.187.0013>.
- Poupeau, F. (2013). La Bolivie Entre Pachamama et Modèle Extractiviste. *Écologie & Politique*, 46(1), 109-119. <https://doi.org/10.3917/ecopo.046.0109>.
- Pulido, L. (2000). Rethinking Environmental Racism: White Privilege and Urban Development in Southern California. *Annals of the Association of American Geographers*, 90(1), 12–40. <https://doi.org/10.1111/0004-5608.00182>

- Quijano, A. (2024). Aníbal Quijano: Foundational Essays on the Coloniality of Power (W. D. MIGNOLO, R. SEGATO, & C. E. WALSH, Eds.). Copyright 2000 by Duke University Press. [quijano-coloniality-of-power.pdf](#)
- Rabehi, A. (2025). *Cours d'exploitation minière : Techniques et méthodes*. SlideShare. <https://fr.slideshare.net/slideshow/cours-d-exploitation-miniére-techniques-et-méthodes/274883192>
- Recension de Löwy, M. (2025). Les Droits de la Terre-Mère, Nature, Pachamama et Buen Vivir Alfredo Gomez-Muller, Éditions Wildproject, 2024, 88 P. EcoRev' 57(1), 177-178. <https://doi.org/10.3917/ecorev.057.0177>.
- Sachs, W. (2010). The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power (2nd ed.). Zed Books. (PDF) [The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power-2nd-ed-2010](#)
- Scammacca, O., Gunzburger, Y., & Mehdizadeh, R. (2020). Gold mining in French Guiana: A multi-criteria classification of mining projects for risk assessment at the territorial scale. Resources Policy, 68, 101679. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2020.101679>
- Sen, A. (1999). Development as freedom. Oxford: Oxford University Press. Introduction [mso2DD.PDF](#)
- Shiva, V. (1989). *Staying alive: Women, ecology and development*. London: Zed Books. <https://books.google.be/books?id=GPAA4Nb0w0YC&pg=PA38>
- Shiva, V. (2019). *Earth democracy: Sustainability, justice and peace*. *Buffalo Environmental Law Journal*, 26(1), 1-15. Available at: <https://digitalcommons.law.buffalo.edu/belj/vol26/iss1/1>
- Simpson, L. B. (2017). *As We Have Always Done: Indigenous Freedom through Radical Resistance*. University of Minnesota Press. <https://doi.org/10.5749/j.ctt1pwt77c>
- Smith, L. T. (2012). Decolonizing methodologies: Research and Indigenous peoples. Zed Books. https://openlibrary.org/books/OL27872928M/Decolonizing_methodologies
- Toullelan, P. (1986b). Plantations sans planteurs : les cultures spéculatives dans les Établissements Français de l'Océanie. *Journal de la Société des Océanistes*, 42(82), 139-151. <https://doi.org/10.3406/jso.1986.2828>
- Toullelan, P. (1989). La Guyane française : entre colonisation et départementalisation. Éditions Karthala. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33253169/f27.item.texteImage>
- Veiga, M. M., Maxson, P. A., & Hylander, L. D. (2006). Origin and consumption of mercury in small-scale gold mining. *Journal of Cleaner Production*, 14(3-4), 436-447. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2004.08.010>
- Vieira, M. A. R. de, & Viaene, L. (2024). Indigenous Peoples' Rights at the United Nations Human Rights Council: Colliding (Mis)Understandings?. *Journal of Human Rights Practice*, 16(2), 512-532. <https://doi.org/10.1093/jhuman/huad074>

Page internet

Alvarez, C. (2024b, janvier 17). Bombes climatiques : après Montagne d'or, voici Espérance, un nouveau projet de mine d'or en Guyane. Novethic. <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/bombes-climatiques-en-france-apres-montagne-d-or-voici-esperance-un-nouveau-projet-de-mine-d-or-en-guyane-150938.html>

Bué, A. (2024, 26 octobre). Fiche pédagogique : Écologie décoloniale. L'Archipel du Vivant. <https://archipelduvivant.org/ressources/fiches-pedagogiques/ecologie-decoloniale/>

Clerfeuille, F. (2022, 29 mars). Le conflit autour du projet minier « Montagne d'or » en Guyane au prisme de la géopolitique locale. Géoconfluences ENS de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/changement-global/articles-scientifiques/montagne-dor-guyane>

CNRTL (s.d.). COLONIALISME : définition de COLONIALISME. <https://www.cnrtl.fr/definition/colonialisme>

Commission Nationale du Débat Public. (2018, mars). Débat public sur le projet montagne d'or : Présentation synthétique du projet par la compagnie minière montagne d'or. Montagnedor-dossier-maitre-ouvrage-vweb.pdf

Coordination Sud. (2010, Octobre). Accaparements des terres : un phénomène mondial aux impacts locaux. Retrieved from <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Les-notes-de-la-C2A-n%C2%B03-Accaparements-des-terres.pdf>

Croiziers de Lacvivier, A. (2025, 24 février). De la Mère à la Terre : les femmes d'Outre-mer, gardiennes des savoirs. <https://www.nomade-aventure.com/magazine/de-la-mere-a-la-terre-les-femmes-d-outre-mer-gardiennes-des-savoirs>

Dereuddre, T. (2023b, octobre 20). Orpaillage illégal : la lutte des autochtones s'accélère en Guyane. POLITIS. <https://www.politis.fr/articles/2023/10/orpaillage-illegal-la-lutte-des-autochtones-saccele-re-en-guyane/>

Greenpeace UK. (2024, août 6). Confronting injustice : racism and the environmental emergency - Greenpeace UK. <https://www.greenpeace.org.uk/challenges/environmental-justice/race-environmental-emergency-report/>

IRD Occitanie. (2022, 11 février). Amérindiens de Guyane contaminés par deux métaux toxiques. ECHOSCIENCES - Occitanie. <https://www.echosciences-sud.fr/communautes/exploreur-l-agenda/articles/amerindiens-de-guyane-contamines-par-deux-metaux-toxiques>

Fifac, F. (2024, 2 octobre). De la terre à la mère : la poterie amérindienne - Festival Fifac. Festival Fifac. <https://festivalfifac.com/2024/ecrans-paralleles-2024/poterie>

France 3. (2017, 16 mars). « Montagne d'or » : des associations environnementales s'opposent au gigantesque projet aurifère français. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/montagne-d-or-des-associations-environnementales-s-opposent-au-gigantesque-projet-aurifere-francais_2100171.html

Franceinfo. (2019, 23 mai). Extension des réserves naturelles, abandon de la « Montagne d'or ». Les six décisions du Conseil de défense. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/biodiversite/extension-des-reserves-naturelles-abandon-de-la-montagne-d-or-les-six-decisions-du-conseil-de-defense-ecologique_3456687.html

France Nature Environnement. (2017, 17 juillet). Le pharaonique projet minier de la « Montagne d'or » en Guyane mérite bien un débat public. <https://fne.asso.fr/communiqu-presse/le-pharaonique-projet-minier-de-la-montagne-d-or-en-guyane-merite-bien-un-debat>

Helgoualch, J. (2019, Novembre 13). Zones de droit d'usage pour les Amérindiens : Les enjeux du foncier en Guyane. France Info Guyane. <https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/zones-droit-usage-amerindiens-enjeux-du-foncier-22-770697.html>

International Labour Organization. (1989). Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169). Retrieved from <https://www.ilo.org>

Jeannin, P. A. (2018, 7 septembre). Montagne d'Or : le rapport de la Commission du débat public recommande de revoir et d'améliorer le projet. Outre-mer la 1ère. <https://la1ere.francetvinfo.fr/montagne-rapport-commission-du-debat-public-recommande-revoir-ameliorer-projet-625254.html>

LIMIT. (2022, 30 janvier). Comprendre l'Écologie Décoloniale ! - Calvin Soiresse | LIMIT [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=HB7pxi2rLwo>

Louis, C. A., Watier, A., & Terres de Luttés. (2002). Projet local, impact global : (in)compatibilité entre les objectifs de transition écologique et la réalité de terrain ? [Etude] [Projet local, impact global : \(in\)compatibilité entre les objectifs de transition écologique et la réalité de terrain ? - BL évolution](#)

Monsieur Green - Sous la Canopée. (2019, 30 janvier). Collectif Or de Question contre le projet Montagne d'Or Sous la Canopée [Vidéo YouTube]. YouTube : <https://youtu.be/LaBcMuNdHZA?si=VZ-RvDHWrPRpYCTw>

Notess, L. (2018, May 31). For Indigenous Peoples, Losing Land Can Mean Losing Lives. World Resources Institute. <https://www.wri.org/insights/indigenous-peoples-losing-land-can-mean-losing-lives>

ONU Femmes. (2022, 9 mars). *Changement Climatique et Leadership Féminin : Célébration de la Journée Internationale de la Femme du 8 mars 2022, autour du thème « L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable »*. <https://africa.unwomen.org/fr/stories/communiqu-presse/2022/03/changement-climatique-et-leadership-feminin-celebration-de-la-journee-internationale-de-la-femme-du-8-mars-2022-autour-du-theme-egalite-des-sexes-aujourd'hui-pour-un-avenir-durable?>

ONU Femmes. (2025, 21 avril). *Les corrélations entre les inégalités de genre et le changement climatique* | ONU Femmes. <https://www.unwomen.org/fr/articles/article-explicatif/les-corrrelations-entre-les-inegalites-de-genre-et-le-changement-climatique#:~:text=La%20justice%20climatique%20f%C3%A9ministe%20introduit%20une%20perspective%20de,sont%20%C3%A9galement%20les%20facteurs%20des%20in%C3%A9galit%C3%A9s%20de%20genre.>

PNUD. (2022, 8 décembre). Qu'est-ce que la transition juste ? Et pourquoi est-ce important ? UNDP Climate Promise <https://climatepromise.undp.org/fr/news-and-stories/quest-ce-que-la-transition-juste-et-pourquoi-est-ce-important>

Responsible Mining Foundation. (2021, février 18). Droits humains dans le secteur minier : Respect et réparation doivent devenir la norme. Retrieved from https://www.responsibleminingfoundation.org/app/uploads/FR_Research-Insight_Human-Rights_Feb2021.pdf

Stephenson, N. (2017, 3 août). Réflexions et questionnements sur le projet Montagne d'Or. Or De Question. <https://ordequestion.org/index.php/revendications/nora-stephenson/2-mes-reflexions-et-questionnements-sur-le-projet-montagne-d-or-par-nora-stephenson>

UN Women. (2023, december). *Feminist climate justice: A framework for action*. United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women. <https://doi.org/10.18356/9789213586730>

Wikimedia. (2025, 3 mai). *Malcom Ferdinand*. https://fr.wikipedia.org/wiki/Malcom_Ferdinand

WWF. (2018, 3 juin). Montagne d'Or : 7 Guyanais sur 10 opposés au projet minier ! | WWF France. WWF France. <https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/montagne-dor-7-guyanais-sur-10-opposes-au-projet-minier>

WWF. (2020, 11 février). Montagne d'Or, mirage économique ? | WWF France. WWF France. <https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/montagne-dor-mirage-economique>

WWF. (2020b, février 11). Montagne d'Or : une nouvelle étude révèle que les emplois annoncés ne seront pas au rendez-vous ! | WWF France. WWF France. <https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/montagne-dor-une-nouvelle-etude-revele-que-les-emplois-annonces-ne-seront-pas-au-rendez-vous>

WWF. (2021, 3 décembre). Le WWF se bat pour stopper la déforestation en Guyane. WWF | 10 Ans Pour Reconstruire la Nature. <https://agir.wwf.fr/10-ans-pour-reconstruire/stopper-la-deforestation-en-guyane/>

Vidéos analysées

Reporterre, le média de l'écologie. (2018, 20 décembre). Paroles d'Amérindiens sur la Montagne d'or, en Guyane [Vidéo 1]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=pcIlnpfKNL0>

Masuwana Aluikawai. (2018, 12 juin). *MONTAGNE D'OR, la population guyanaise donne son avis, au village Espérance 2, 2018* [Vidéo 2]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=eaf-zB8HPXU>

Marc Grossouvre. (2017, 25 septembre). *Contre la Montagne d'or, pour le respect des peuples autochtones* [Vidéo 3]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=M0KQULYhyjs>

Marc Grossouvre. (2017a, septembre 25). *Contre la Montagne d'or, pour des projets locaux* [Vidéo 4]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=SjBsLYbTFs0>

Marc Grossouvre. (2017b, septembre 25). *Contre la Montagne d'or, pour préserver les emplois existants* [Vidéo 5]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=KY1cfhZLonQ>

Chronique du Maroni. (2018, 12 juin). *Paroles de Citoyens # 17 - Pour ou Contre la Montagne d'Or ?* [Vidéo 6]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=Jdtog10mC1k>

Masuwana Aluikawai. (2018a, juin 11). *MONTAGNE D'OR, la population guyanaise donne son avis, à Saint-Georges, 2018* [Vidéo 7]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=MIDBmTa76R8>

Masuwana Aluikawai. (2018b, juin 10). *MONTAGNE D'OR, la population guyanaise donne son avis, à Macouria, 2018* [Vidéo 8]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=EIZehLL9f2Y>

Guyane la 1ère. (2018, août 10). *Journées des peuples autochtones* [Vidéo 9]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=cmcGu1HXuEo>

Masuwana Aluikawai. (2018c, juin 20). *MONTAGNE D'OR, la population guyanaise donne son avis, Kourou # 2 # , 2018* [Vidéo 10]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=1IRIVni5jrg>

Marc Grossouvre. (2017c, septembre 25). *Contre la Montagne d'or, pour des projets à dimension humaine* [Vidéo 11]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=_FMbNjwgpEY

Marc Grossouvre. (2017d, septembre 25). *Contre la Montagne d'or, a projet pou bloublou moun* [Vidéo 12]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=aCiMduoNZmk>

Marc Grossouvre. (2017e, septembre 25). *Contre la Montagne d'or, pour un développement endogène* [Vidéo 13]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=7crrhyxEgEA>

Masuwana Aluikawai. (2018d, juin 11). *MONTAGNE D'OR, la population guyanaise donne son avis, au village Espérance 1, 2018* [Vidéo 14]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=bW-KobIKiaA>

Jeunesse Autochtone De Guyane. (2018, 14 juin). *Jeunesse autochtone de Guyane* [Vidéo 15]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=bn4lvLOoq7U>

Marc Grossouvre. (2017f, septembre 25). *Contre la Montagne d'or, pour la sécurité face au changement climatique* [Vidéo 16]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=afLAARbC4UA>

Annexe

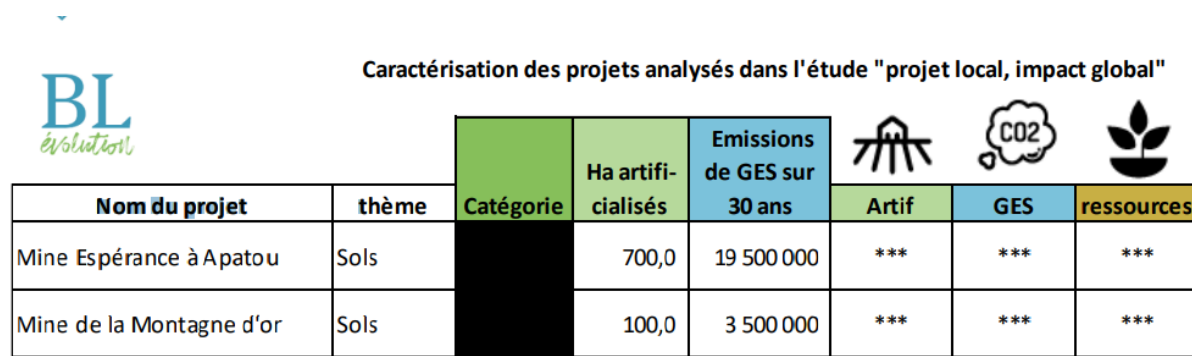


Figure 1

Annexe 2 : tableau récapitulatif de l'analyse discursive

Dans la section “ auteur.ice.s de la littérature”, un.e ou des auteur.ice.s de la littérature sont associé.e.s à la revendication dénoncée dans les discours par les citoyen.ne.s. Cette partie est également accompagnée de mots clés issus des ouvrages en question et qui correspondent à la revendication locale mise en avant.

	Mots clés issus des discours	Auteur.ice.s de la littérature	Détails démographiques	Numéro du témoignage
Dualisme	- Terre	-Poupeau (2013) ; Löwy (2025): Pachamama	- Description d'une vidéo - Femme - Homme	15) 7,2) 8,2)
	-Argent	-Merlet (2013) : Terre comme capital	-Homme -Homme -Femme amérindienne	2.3) 8.2) 10)
	- Avenir, jeune, génération, enfant, plus tard	-Merlet (2013) : Les générations futures VS le court terme	-Homme chef coutumier -Homme -Homme -Homme	14) 2.3) 1.2) 2.5)
	- Incontrôlable, l'inquiétude, peur		-Femme -Homme -Labonté, chef coutumier	16) 7.1) 14)

Oppressions croisées				
Colonialisme	-Les gens, ces personnes-là, les autres nations, le consortium étranger, nous, nos terres	-Delcourt (2018) : Investisseurs étrangers	-Femme -Femme amérindienne -Homme -Femme -Femme -Femme -Femme -Femme	8,3) 10) 2,5) 2,2) 2.4) 4) 8.7) 8.4)
	- Emploi, travail	-Escobar (1995) : Economie locale	-Homme -Laetitia -Femme -Laetitia -Femme -Femme	2.3) 5) 6) 5) 8.3) 7.2)
	-Concertation, droit, mépris	- Escobar (1995): Marginalisation	-Homme -Eléonore Joannes, porte-parole du collectif des premières nations -Eléonore Joannes, porte-parole du collectif des premières nations -Amandine Galima, jeunesse autochtone de Guyane -Bénédicte Fjéké, Cheffe coutumier de terre rouge et présidente des chefs amérindiens de Guyane -Femme - Femme membre de la Jeunesse autochtone de Guyane	1.2) 1.4) 1.4) 1.5) 1.6) 3) 1.7)

	-Survivant, différent	- Quijano (2024) : Race, hiérarchie	- Femme membre de la Jeunesse autochtone de Guyane - Voix off - Chef coutumier	1.7) 9) 2.1)
	- Cyanure, détruire, bien-être, non- respect		-Homme -Homme -Femme -Homme -Homme	7.1) 8.1) 7.2) 8.5) 8.2)
Capitalisme	-Tonne, km	-Moore (2015) : Massive	- Philippe Boré - fondateur de l'association Maiouri Nature -Homme	1) 11)
	-Deux poids deux mesures, développer	-Latouche (2010) : L'appauvrissement à côté de l'enrichissement	-Philippe Boré - fondateur de l'association Maiouri Nature -Femme -Homme -Femme amérindienne	1) 6) 8.6) 10)
	-Liberté, aucun bénéfice	-Sen (1999): Liberté	-Chef coutumier -Femme	2.1) 13)
	-Territoire	-Harvey (2003) : Accumulation par dépossession	- Homme -Femme -Femme -Homme	1.2) 3) 2.2) 8.5)
Patriarcat	Mère nature	-Páez (2023) : Pachamama	-Femme amérindienne	10)

Figure 4 : Retranscription

1) <https://www.youtube.com/watch?v=pcIlpnfKNL0> : consulté le 16 février

1.1) Philippe Boré - fondateur de l'association Maiouri nature

-“Philippe Boré et je suis fondateur de l'association Maiouri nature et nous sommes membres du collectif Or de question créée en juillet 2016. Donc Maiouri nature a été créé en 2006-2007 à l'origine du premier combat pour lutter contre la première tentative d'implantation d'une multinationale minière en Guyane française. Le projet montagne d'or en quelques chiffres, la mine la plus grande de l'histoire

de France, en pleine forêt primaire entre deux réserves biologiques intégrales. C'est à dire qu'on n'a même pas ... le citoyen n'a même pas le droit d'y mettre le pied et on va autoriser une compagnie à faire une fosse à moins de 300 mètres de la frontière. Une fosse de 2 km 5 de long, 400 mètres de large, plus de ... près de 300 mètres de profondeur. C'est à dire, la superficie de cayenne. En volume, ces 32 fois le stade ... le dôme du stade de France.

1.2) Homme

Ce territoire, déjà il est ancestral pour les amérindiens donc quelque part, c'est à nous de le protéger et nous le protégeons. C'est ce qu'ont fait. Ce qui demain me dérange dans ce projet, c'est que ... c'est pas une concertation franchement, il n'y a pas eu de concertation. Justement, maintenant, c'est de faire n'importe quoi justement avec notre vie quotidienne et l'avenir de nos futures générations. Là, cette première partie de la Montagne d'or a été un total refus et là ça revient avec différentes compositions qui ne sont toujours pas satisfaisants.”

- Pierre Paris (PDG Compagnie Montage d'or) :

“Nous nous engageons à produire l'énergie sur site à base d'énergies renouvelables notamment solaire l'objectif, c'est de réduire au maximum les impacts environnementaux, le déboisement, les émissions de gaz à effet de serre.”

1.3) Philippe Boré

- “Nous considérons que ces changements sont des changements superficiels et dérisoire. Tous les fondamentaux pour lesquelles nous nous opposons à ce projet n'ont pas été modifiées, par exemple 10 tonnes par jour de cyanure, 18 tonnes d'explosifs par jour qui sont des polluants, les explosifs sont à la base de produits chimiques. C'est une consommation d'eau pharaonique 470 mille litres, les quantités de déchets miniers 350 millions de tonnes à la fin du projet n'ont pas bougé. Tout d'un coup, on ne parle plus de lignes à haute tension qui part d'une usine électrique qui serait construite à saint laurent, on parle de créer l'énergie sur place. Ça va engendrer une empreinte carbone bien plus importante. Si on reprend la phrase de la compagnie : ils vont prioriser l'énergie solaire. Et en aucun cas l'énergie solaire ne peut faire fonctionner un concasseur qui va broyer 80 mille tonnes de roche par jour, 24 heures sur 24. Neuf unités de cyanuration, qui vont consommer une énergie pharaonique. Certes il y aura certainement du soleil, on a estimé que ce mix énergétique sera entre 10 et 30% mais tout le reste sera généré grâce à des méga groupe électrogène qui sont bien plus consommateurs d'énergie. Et cette énergie va marcher au carburant qui va devoir être transportée désormais avec ce nouveau système sur 120 km de forêts tropicales chaque année. C'est à peu près 30 millions de litres de carburant qui va s'ajouter aux 14 millions de litres qui sont nécessaires pour le parc circulation. A une époque où notre gouvernement nous demande d'être plus sobre, et nous fait augmenter le prix du carburant dans cette optique. Donc c'est là qu'on voit qu'il y a deux poids deux mesures.”

-Pierre Paris : “L'emploi local est une priorité pour nous, nous avons rajouté à cette priorité l'emploi des populations autochtones qui ont des fois des difficultés à accéder au marché de l'emploi.”

1.4) Eléonore Joannes - porte-parole du collectif des premières nations

- “Je dis, c'est encore une forme de mépris, parce que ils n'ont pas écouté ce que nous avons dit. A plusieurs reprises les chefs coutumiers ont dit leur opposition à ce projet, ils nous ont traités avec mépris et ils nous ont jamais consulté sur ce projet alors que le droit international dit que sur tous projets impactant le territoire autochtone, ils doivent être consultés et cela n'a jamais été fait. Nous ne changerons pas d'avis, nous n'en voulons pas un point c'est tout.”

1.5) Amandine Galima - jeunesse autochtone de Guyane

- “Ils ont complètement insulté les amérindiens, parce qu'ils ont respectés tous les rendez-vous qu'ils avaient sur le calendrier officiel. Y'a un seul auquel ils sont pas venus et c'est lui qui s'est passé à village Kaw, sous prétexte qu'on a refusé que les gendarmes soient présents.”

1.6) Bénédicte Fjéké – Cheffe coutumier de terre rouge et présidente des chefs amérindiens de Guyane

- “Mais ils n'ont pas eu confiance en nous. Et là, ça a été une insulte pour nous tant qu'autorités coutumières.”

1.7) Femme membre de la Jeunesse autochtone de Guyane

- “Bah disons que avant que j'intègre la JAG j'étais quelque peu endormi. Je ne me préoccupais pas de ce qui m'entourait. Ma culture m'était déjà très cher sauf que je n'étais pas autant investie à vouloir la préserver. Le monde, le monde, le monde occidental nous fait déjà bien sentir qu'on est différent. Et je me suis dit au lieu de complexer par rapport au fait qu'on pense différemment d'eux, autant être fiers parce qu'au final, on est des survivants mais pas n'importe quel survivant. Y a que... y a que les guerriers qui ont réussi à survivre. Y a que ceux qui ont su se battre pour pouvoir exister qui sont toujours là.”

1.8) Re Bénédicte Fjéké – Cheffe coutumier de terre rouge et présidente des chefs amérindiens de Guyane

- “Nous allons répliquer mais d'une autre manière. Il y a la montagne d'Or, il y a Total qui veut faire son projet de forage, il n'y a pas que ça ... partout dans ... sur la planète.”

2) <https://www.youtube.com/watch?v=eaf-zB8HPXU> : consulté le 16 février

2.1) Chef coutumier

- “Pour moi en tant que chef coutumier, je ne suis pas d'accord avec la montagne d'Or. Est ce qu'ils vont aider les peuples Guyanais, ou prendre à la Guyane ? Les investisseurs peuvent acheter la Montagne d'or mais le peuple guyanais n'aura aucun bénéfice. Les autres nations doivent savoir que le France a cédé la montagne d'Or aux étrangers.”

2.2) Femme

- “ Nous, on a c'est vrai... on a la terre, l'or mais on a quoi sur si les autres nations prennent? C'est une catastrophe, c'est un cauchemar que tous les Français, tous les français on fait. Je pense que ça va être le fleuve, la forêt. Ce sera tout perdu.”

2.3) Homme

- “Moi, je suis pas d'accord parce que tout ce que j'ai entendu là, c'est vraiment inacceptable. Que la Russie bientôt travail à la Montagne d'or et non pas les français. Même les ... mêmes les guyanais n'a pas le droit de travailler et c'est les autres nations qui vont travailler, et nous les guyanais qu'est-ce qu'on va être ? J'ai entendu, ils vont donner des emplois mais je crois pas on va pas être employé par les employeurs. Parce que je pense que la Russie, je crois qu'ils vont travailler pour eux et gagner de l'argent sur la Guyane... Pour moi, je ne veux pas accepter, je n'accepte pas ”

2.4) Même femme que la 2.2

- “Les guyanais, je sais pas qu'est-ce qu'ils pensent et la moitié de la population ne savent ... ne savent pas qu'est-ce qui se passe. J'ai jamais entendu à la radio, à la télé, les français parler de la Guyane. Et pourquoi aujourd'hui, ils parlent de la Guyane? Et ils veulent quoi sur la Guyane ? Jusque-là, ils veulent ils veulent comment on dit ça, ils veulent s'enrichir avec avec nos terres.”

2.5) Homme

- “Euh moi, à propos de la montagne d'or, moi ... je suis pas très très satisfait parce qu'on fait, je sais pas qu'est ce qui arrive au gouvernement français. Pourquoi le gouvernement français ont vendu les Montagnes d'or pour l'étranger et nous les guyanais qu'est-ce qu'on est ? Y a des, il y a des nouvelles générations qui veulent travailler plus tard, je suis contre ça.”

2.6) Même homme que le 2.3

- “Je suis, je suis vraiment pas satisfait ça. Et bien, bien pour moi, c'est mieux de que le peuple guyanais fasse une grande grève nationale sur toute la Guyane pour empêcher les mineurs de travailler ici en Guyane. J'ai que ça à dire, merci.”

3)https://www.youtube.com/watch?v=M0KQULYhyjs&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Ffordequestion.org%2F&source_ve_path=MjM4NTE : consulté le 17 février

Femme : - “Te dire pourquoi il faut dire non au projet Montagne d'or, parce qu'il faut respecter le droit des peuples autochtones. Ils ont le droit d'exploiter, de protéger leur territoire et doivent avoir leur consentement préalable avant tout projet impactant leur territoire.”

4)

https://www.youtube.com/watch?v=SjBsLYbTFs0&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Ffordequestion.org%2F&source_ve_path=MjM4NTE : consulté le 17 février

Homme : - “Pourquoi il faut dire non au projet Montagne d'or, parce que ce n'est pas un projet local pour des guyanais et par des guyanais. C'est un projet tenu par un consortium étranger russo-canadien, normé columbus gold, entreprises tout à fait étrangères à la Guyane.”

5)

https://www.youtube.com/watch?v=KY1cfhZLonQ&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Ffordequestion.org%2F&source_ve_path=MjM4NTE : consulté le 17 février

Homme : - “Oui Laetitia euh donc ils promettent 750 emplois, on sait même pas trop ce que c’est, dix emplois indirects on sait pas non plus ce que c’est.

Laetitia : - “Tu sais quoi ? Tu sais quoi ? Ils disent qu’il y a des emplois parce que quand tu dis qu’il y a des emplois tout le monde est la “hiennnn y a des emplois” mais bon faut être clair, il n’y a rien dans la loi française qui les oblige à les donner à des Guyanais ces emplois. Et en plus de ça, ils voient pas tous les autres emplois qui vont détruire. Aujourd'hui, à Saint Laurent, y a des gens qui travaillent au tourisme, il y a des gens qui travaillent dans la biodiversité, dans l'agroforesterie. On les connaît ces gens-là, C'est eux qui sont contre le projet Montagne d'or, qui sont dans Or de question, c'est des chefs d'entreprise, c'est des associations. Alors, ils voient des emplois mais ils ont les yeux comme ça sur ce qui existe déjà.”

Homme : - “Et pour l'université alors ? Parce qu'ils vont faire une université des mines alors comment on va faire ? Qu'est ce qui est prévu que c'est ça non.”

Laetitia : - “Non mais c'est vrai, ils veulent ... ils veulent ça, ils veulent que nous, on paye la formation de leurs salariés.”

Homme : - “bah bravo.”

Laetitia : - “Non ça suffit, ça suffit”

6) <https://www.youtube.com/watch?v=Jdtog10mC1k> : consulté le 17 février

Femme : - “Je suis plutôt contre le projet de la Montagne d'or. Bon parce que je pense que c'est un projet qui aura un impact assez négatif sur l'environnement Guyane et je pense qu'il apporte pas non plus les solutions économiques à l'attention du territoire. Il va plutôt rapporter de l'argent aux grandes multinationales et pas forcément créer les emplois qu'il faut pour les gens qui habitent en Guyane”

7)

https://www.youtube.com/watch?v=MIDBmTa76R8&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Fordequestion.org%2F&source_ve_path=MjM4NTE : consulté le 17 février

7.1) Homme :

- “L’or en Guyane? J'ai vu des tas de suite, euh de sites, où il suffit d'avoir de quoi récupérer de l’or et on récupère de l'or. Donc, je comprends qu'une multinationale se penche sur le dossier. Ce qui m'inquiète beaucoup, c'est le cyanure alors j'ai quand même quelques études au cours de ma formation. Et quand on voit la quantité de roche qui va être pulvérisé et tout ça *euh* pour extraire cet or avec du cyanure. Le souci, c’est comment on va venir éliminer tout le cyanure qui a été utilisée pour extraire. Et c’est mon inquiétude et je comprends mal que des responsables en Guyane continue à valider un projet qui les dépasse très sérieusement. Et qui va impacter par contre très sérieusement les populations qui sont et les enfants.”

7.2) Femme :

- "Alors écoutez, moi, je suis farouchement opposé à ce projet. Je pense que les politiques sont en train de mettre de la poudre aux yeux parce que je ne crois absolument pas à tout ce nombre énoncé de métiers d'embauche que ça va occasionner. Et surtout, le non-respect de l'environnement, des populations qui vivent sur le fleuve. Donc, c'est vraiment dommage pour la Guyane qui est une terre. Merci.

8) <https://www.youtube.com/watch?v=ElZehL9f2Y> : consulté le 02 mars

8.1) Homme :

Je pense que ça serait une mauvaise chose pour les guyanais. L'exploitation de l'or et le toncif que l'exploitation d'or et de toncif Ce qui veut dire beaucoup de déchets et que une fois qu'ils vont finir d'exploiter l'or, ils vont se tirer. Comme ils l'ont fait chez eux. Parce que c'est que j'ai vu des trucs sur ça. Ils vont nous laisser tous les déchets derrière et on sera dans une merde totale. C'est mon avis, mon idée, ma façon de voir les choses et j'assume.

8.2) Homme :

- "Je pense que la mega mine, c'est une sorte de douilles contre la Guyane quoi. Parce que techniquement ouais, l'hypothèse que ça approche du travail aux gens mais les grosses entreprises derrière tout ça, ils sont là juste pour faire l'argent, beaucoup d'argent. Surtout, il n'est pas distribué pour la Guyane Et on sait tous que la Guyane, il va voir besoin de l'argent. Et voilà, c'est, je pense que c'est une grande douille et ça va détruire la montagne et tout. Ça sert un petit peu à rien. Faut juste le laisser comme ça, c'est déjà beau et c'est juste la détruire. Qu'on va les détruire si on accepte tout ça voilà."

8.3) Femme :

Alors, moi je pense que le projet de mega mine, c'est pas vraiment un très bon projet. Ni un très grand projet parce que je pense que c'est ... pour eux, les gens qui veulent faire ça, c'est une nouvelle opportunité. Pour toute la planète, une nouvelle opportunité de prendre les ... de ne pas prendre... de ne pas prendre les gens aux sérieux. De Profi... de profiter des personnes qui risquent de profiter de la planète. Ils utilisent l'argument que ça va créer plus d'emplois. C'est juste un argument, je sais que quand il dit ça c'est pas vraiment ...ça va pas créer plus d'emploi, c'est juste pour avoir une raison. Que les gens puissent voter pour pour ce projet, en tout cas, moi je suis contre."

8.4) Femme :

- "Oh en fait moi, je suis pas d'accord parce que déjà l'or il vous appartient pas. Du coup à quoi ça sert de voler notre or ? C'est pas notre faute si vous n'avez pas d'or chez vous. Nous en Guyane, c'est pas vous. Du coup, je sais pas c'est notre terre. Touchez pas à notre or. Ce serait sympa. Parce que c'est chiant à la fin. C'est tout."

8.5) Homme :

- “C'est mauvais pour la Guyane, très mauvais. S'ils expat l'or d'ici, on aura plus rien après. On aura plus rien pour nous. Nous, notre bien-être, c'est notre terre et on doit la défendre. C'est notre peuple, on doit être soudé entre nous.”

8.6) Homme

- “Pour moi, d'après moi, c'est pas du tout bien déjà la Guyane n'est pas si développé que ça. Parce que je pense la Guyane, elle devait prendre comme une sorte de d'endroit pour que les touristes viennent les prix des hôtels, des hôpitaux pour... mieux avoir pour que la Guyane puisse lui développer voilà c'est tout. Mais si vous vous entrez, vous volez et vous vous vous exploiter tout l'or, tout ce qu'il y a dans cette région-là bah ça va mal se passer.”

8.7) Femme

Sincèrement non. Parce que je suis une princesse et les princesses ça travaille pas dans ce genre d'endroit. RIRE. Enfin, je pense que c'est pas, c'est pas des choses à exploiter en fait parce que c'est la richesse de la Guyane et ça devrait rester là, et puis voilà.

9) <https://www.youtube.com/watch?v=cmcGu1HXuEo> : consulté le 02 mars

Voix off : - Le choix du lieu de la colline Cépérou, ne prononcez surtout pas "C-é-p-é-r-o-u", n'est pas anodin. C'est en effet ici que les Kali'na ont combattu les premiers Européens, une symbolique qui se veut d'actualité sur fond de lutte contre les projets miniers et pétroliers. Cette année, pas de JPA place des Palmistes, pour raisons budgétaires selon la CTG, et un peu peut-être pour couper l'herbe sous le pied de la mobilisation amérindienne.

Hommes : - Moi je pense qu'on paye quand même nos actions, mais non, parole, je pense qu'effectivement, et surtout, transparence, je vous le dis hein, je pense que oui, on paye un petit peu ce qu'on a dit, ce qu'on a fait. Donc c'était un moment vraiment propice justement à ce qu'on puisse tous se retrouver, et ça c'était super important, parce qu'il y avait au-delà des artisans qui vendaient leur vannerie, leurs produits, il y a aussi cette rencontre. Il y a un échange culturel aussi entre les communautés amérindiennes. Mais c'était aussi l'occasion, c'est aussi l'occasion de pouvoir rencontrer les autres communautés.

Voix off : - Résistants et survivants, c'est ainsi que certains leaders définissent le peuple autochtone. 35 ans après les premières mobilisations, Dawala, les choses ont certes avancé, mais un petit pas, et le chemin est encore long. Santé, éducation, foncier, pollution, orpaillage, transports : la liste est longue.

Homme : - Mais quand on voit les situations dans les villages, quand on voit par exemple le village Païconai, où il a fallu quand même des années, des années, des années — ils sont là, et il a fallu une mobilisation de la fédération pour avoir de l'eau et de l'électricité, alors que ça fait plus de trente ans qu'ils sont là. Donc oui, aujourd'hui, le monde il est actif, l'Amérindien est actif, et les combats sont multiples. Malheureusement, on peut des fois être complètement débordés tellement il y a des choses.

Voix off : - Invitée très remarquée, Ingrid Kalina, de Guyane. Elle habite aujourd'hui de l'autre côté du Maroni. Son histoire est celle de ses parents, à une symbolique particulière. Elle est originaire du village remplacé par la base spatiale.

Ingrid Kalina : - Ils ont construit les fusées où il y avait les fils Achi et Alikina, et c'était des Kalina qui n'ont pas accepté de se faire expulser de leurs franchises. Ils se sont battus à Sinnamary, puis ça s'est continué au Suriname dans les années 1975.

Voix off : - Les Amérindiens de Guyane réclament encore et toujours plus de représentativité dans la société. Ils dénoncent le mépris des élus locaux. Face aux autres JPA, la mobilisation n'a pas rencontré un grand public. Les forces de l'ordre, au pied de la colline, étaient presque plus nombreuses que les participants.

10) <https://www.youtube.com/watch?v=1IRIVni5jrg> : consulté le 02 mars

Femme amérindienne : - "Alors forcément pas du bien, ça c'est sûr. C'est un projet qui nous touche directement, et là, je parle pas forcément en tant qu'amérindienne, mais simplement en tant qu'habitante de la terre, en tant qu'habitant de la terre. En tant qu'habitant de la terre, on peut pas laisser faire de telles choses. C'est, c'est un viol contre la mère nature, celle qui ... celle qui nous permet de marcher, celle qui vous permet de vivre. Alors, comme je disais tout à l'heure. Il y a des gens qui sont pour la liberté d'expression, elle entend bien. Je vois pas comme je disais, je vois pas l'intérêt d'avoir ... d'avoir de l'argent, d'avoir beaucoup d'argent dans les poches, alors qu'on marche sur une terre qui est souillée. On boit une eau qui est souillée alors là, je comprends pas la logique de ces, de ces personnes-là. De ces personnes qui revendiquent des choses, qui revendiquent que le développement de la Guyane de cette manière-là. Non, on peut développer autre chose mais pas ça."

11) https://www.youtube.com/watch?v=_FMbNjwgpEY : consulté le 02 mars

Homme : - "Alors pourquoi il faut dire non pour le projet Montagne d'or. Alors, il faut pour réaliser ce projet, ils ont besoin de creuser un trou énorme qui fait 400 mètres de profondeur 2 km5 de large, euh de longueur. Là-dessus, il va y avoir mille rotations par jour de camions, ça fait 80 mille tonnes et strie par jour. Tout ça pour en sortir 1,6 gramme par tonne. C'est à dire euh ... on ne peut pas le savoir. Dans ces chiffre-là, il y a aussi, par jour, on doit, pour faire cette fausse, on doit utiliser 20 tonnes d'explosifs par jour et 10 tonnes de cyanure pour récupérer ensuite un mâle gemena. Ce sont des chiffres qui sont énormes, c'est une raison... les chiffres suffisent à cette raison."

12)

https://www.youtube.com/watch?v=aCiMduoNZmk&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Ffordequestion.org%2F&source_ve_path=MjM4NTE : consulté le 08 mars

Description de la vidéo : "Comme si on n'avait pas assez du mercure, maintenant, il faut le cyanure"

[Vidéo en créole]

13) <https://www.youtube.com/watch?v=7crrhyxEgEA> : consulté le 08 mars

Femme : - “Pourquoi il faut dire non au projet montagne d'or. Il faut qu'ils respectent la Guyane. Accepter ce projet, c'est refuser toute liberté, toute indépendance. La refuser cet enfin accepté ensemble de construire un projet endogène solidaire et durable.”

14) https://www.youtube.com/watch?v=bW-KobIKiaA&embeds_referring_euri=https%3A%2F%2Ffordequestion.org%2F&source_ve_path=MjM4NTU : consulté le 08 mars

Labonté, chef coutumier : - “Je m'appelle Labonté, j'habite à St George et je suis chef coutumier. Nous avons déjà discuté de la Montagne d'or entre nous, en famille, tout ça. Et pour nous franchement, nous ne trouvons pas ça bien. Parce que tout ça, lors de nos réunions, les chefferies, on n'est pas d'accord. Je ne peux pas avoir une autre position car nous avons besoins d'être ensemble. La Montagne d'or, pour moi, n'est pas une bonne chose. Si nous voulons trouver des solutions pour faire travailler nos jeunes, pour faire avancer le pays nous devons trouver d'autres moyens. Il n'y a pas que la Montagne d'or. La Montagne d'or amène beaucoup de pollution. Dans un pays qui a du mal à avancer, ça fait beaucoup de dégâts et c'est aussi ce qui fait peur.”

15) <https://www.youtube.com/watch?v=bn4lvLOoq7U> : consulté le 08 mars

Description : Nous, peuples premiers de Guyane, sommes engagés dans la lignée de nos ancêtres, à la défense de nos terres, de notre eau et de notre forêt.

[Vidéo, avec fond musicale, montrant visuellement des moments de rassemblements amérindiens]

16) <https://www.youtube.com/watch?v=afLAARbC4UA> : consulté le 08 mars

Femme : - “Pourquoi il faut dire non à la montagne d'or. Parce que les prévisions climatiques sont incontrôlables le BRGM prévoit pour la Guyane des périodes de stress extrême et des pluies plus fréquentes qui risquent de provoquer des inondations et des glissements de terrain.”

Ce mémoire analyse les discours autochtones et locaux opposés au projet minier Montagne d'or en Guyane Française.

L'objectif est de mettre en lumière les dynamiques postcoloniales et les logiques d'oppressions qui persistent dans la gestion des ressources naturelles, et dans ce cas, celles liées à l'exploitation minière.

En mobilisant des concepts tels que celui de dualisme nature-culture, d'écologie décoloniale et d'oppressions croisées (capitalisme, colonialisme, patriarcat), ce mémoire propose une lecture intersectionnelle autour des conflits environnementaux contemporains. Ceci se réalise à partir d'extraits vidéos de revendications citoyennes directement issue du terrain.

Ce travail articule des cadres théoriques, qui restent initialement majoritairement traités de manière isolés, afin de mettre en avant l'imbrication concrète des différentes oppressions dans un contexte précis. Il contribue ainsi à une meilleure compréhension des rapports de pouvoir dans les projets de dits développement.

Mots clé : « Ecologie décoloniale », « revendications locales », « intersectionnalité », « gestion des ressources naturelles », « oppressions ».